



VERTIGO**LAB**

Bénéfices patrimoniaux de la protection des sites du Conservatoire du Littoral

Date : Juin 2015

Auteurs : Thomas Binet, Adeline Borot de Battisti, Ambre Diazabakana, Odile Smidt



Conservatoire
du littoral

Photo de couverture :
Dune du Pilat – Aquitaine
© Frédéric Larrey/CDL

Référence :

Binet, T., Borot de Battisti, A., Diazabakana, A., Smidt, O., 2015. Bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral. Vertigo Lab, Conservatoire du Littoral. 50 pages.

RÉSUMÉ

L'évaluation des bénéfices patrimoniaux des sites du Conservatoire du Littoral a pour objet de mesurer les bénéfices associés aux valeurs de non-usage des sites du Conservatoire du Littoral. Ces bénéfices reflètent le poids accordé par la population métropolitaine française à l'action du Conservatoire, indépendamment des activités ou des usages pratiqués sur le littoral.

La méthode d'évaluation retenue est la méthode dite « multi-attributs » (ou méthode d'expérimentation par les choix). Méthode innovante et encore peu mise en œuvre, elle suppose de pouvoir évaluer les préférences des individus pour des politiques en mesurant les impacts sur différentes composantes du bien considéré. Ce choix se justifie dès lors que l'objet de l'étude est un bien complexe (ici les sites du Conservatoire, qui comprennent du patrimoine naturel et bâti), comprenant des composantes multiples et variées (en matière de localisation, de surface, de services écosystémiques, etc.). Grâce à cette méthode, il est possible d'identifier et de hiérarchiser les composantes (attributs) qui influencent le choix des individus et de mesurer la valeur marginale associée à l'amélioration d'un attribut comme la valeur globale résultante de l'amélioration de plusieurs attributs dans le cadre de scénarii d'évolution. Dès lors, le recours à la méthode multi-attributs permet non seulement d'évaluer des préférences pour des politiques, mais également d'éclairer les mécanismes de construction des préférences.

Une série d'entretiens qualitatifs préalables a été conduite auprès d'experts du littoral. Par la suite, un échantillon représentatif de la population française composé de 500 personnes a été enquêté à travers toute la France métropolitaine. Plusieurs scénarii d'évolution à 35 ans (soit le terme de mise en œuvre de la Stratégie à long-terme 2050 du Conservatoire) ont été soumis aux personnes interrogées. Une contribution monétaire hypothétique associée à chaque scénario permet d'inférer la valeur monétaire accordée aux différentes évolutions prévues par les scénarii. La valeur totale obtenue à partir de la somme des valeurs de chaque attribut est la valeur de non-usage associée aux sites du Conservatoire, c'est-à-dire la **valeur accordée à l'action de préservation par le Conservatoire du Littoral et ses partenaires à l'horizon 2050**, indépendamment des usages qui en sont faits.

Représentations sociales et culturelles du littoral et des sites du Conservatoire en particulier:

A partir des représentations sociales et culturelles du littoral identifiées sur la base d'une étude et d'enquêtes auprès d'experts, trois caractéristiques principales du littoral ont été retenues pour la construction des scénarii. Ces caractéristiques, appelées attributs, traduisent les conditions d'expression des valeurs de non-usage du littoral :

- la **surface du littoral protégée par le Conservatoire** : cela comprend le patrimoine naturel comme le patrimoine bâti qui bénéficient d'un statut inaliénable, protégé, préservé, voire restauré ;
- la **naturalité du paysage littoral** : cela sous-entend l'état d'artificialisation du paysage, d'exploitation des ressources naturelles et de fréquentation des sites ;
- la **préservation du lien terre-mer** : cela définit la qualité et la continuité de la transition entre la mer et la terre.

Préférences pour les scénarii d'évolution

L'analyse des préférences pour les scénarii révèle qu'une large majorité des personnes interrogées ont une préférence marquée pour voir les attributs de non-usage du littoral s'améliorer dans l'avenir. La **majorité des personnes interrogées expriment ainsi une nette préférence pour la mise en œuvre de la Stratégie à long-terme du Conservatoire** et n'envisagent pas une situation de « statu quo » dans laquelle le littoral subirait une dégradation progressive. L'amélioration de la composante « préservation du lien terre-mer » est largement privilégiée dans les évolutions de scénarii -- cet attribut pèse cinq fois

plus lourd dans le choix que les deux autres « Naturalité » et « Surface acquise ». Ce résultat souligne **l'importance considérable accordée par les Français à la préservation de transitions douces et naturelles entre la terre et la mer.**

Construction des préférences

Seize variables individuelles explicatives ont été retenues pour expliquer les préférences des individus : des variables liées à l'attitude et au niveau de connaissance vis-à-vis des enjeux environnementaux, des variables liées à l'importance accordées aux différents attributs *a priori* et des variables socio-économiques. D'après les résultats de l'analyse, **il n'est pas nécessaire de connaître le littoral, de le pratiquer ou d'y habiter pour exprimer des valeurs de non-usage à son encontre : l'usage du littoral est un critère qui ne rentre pas en compte dans la construction des préférences des individus.** Ainsi, on n'observe pas de différence entre résidents et non-résidents de communes littorales pour expliquer les choix de préservation du littoral. Ce résultat est important car il souligne que **la protection du littoral est un enjeu pour tous les français de métropole**, qu'ils soient usagers du littoral ou non.

Bénéfices patrimoniaux et considérations de politiques publiques

Le calcul des bénéfices patrimoniaux de la protection du Conservatoire permet d'estimer **la valeur totale de non-usage de protection des sites du Conservatoire à 7,11 euros par personne soit un total pour l'ensemble de la population française de plus de 18 ans un total de près de 280 millions d'euros par an.**

Cette valeur de non-usage quantifie l'attachement de l'ensemble de la population française à l'action du Conservatoire. A titre de comparaison, elle représente **plus de 7,5 fois le budget associé à l'action du Conservatoire**, évalué à 50 millions d'euros par an.

Ces résultats fournissent un éclairage important sur la volonté des français de voir leur littoral protégé, aujourd'hui et à l'avenir. Ces valeurs sont des indicateurs monétaires utiles au décideur puisqu'ils permettent de quantifier les bénéfices procurés par la politique de protection du Conservatoire aux Français, indépendamment de l'usage qu'ils font du littoral.

Ces bénéfices s'apprécient principalement au regard de l'intégration du lien terre-mer : une transition douce est l'élément le plus important pour la perception du littoral par les français, et **la politique de renaturation et de reconnexion maritime portée par le Conservatoire semble revêtir une importance toute particulière dans la perception du littoral par les français.** Les enjeux de reconnexion maritime, souvent bloqués en raison de conflits fonciers locaux, dépassent en fait largement l'échelle géographique de leur mise en œuvre. Ces questions devraient donc être considérées par le décideur comme un enjeu de portée plus large.

TABLE DES MATIÈRES

RESUME.....	3
TABLE DES MATIERES.....	5
LISTE DES FIGURES.....	6
LISTE DES TABLEAUX	7
PARTIE 1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET CONTENU DE L'ETUDE	8
1. Contexte	8
2. Objectifs	8
PARTIE 2. PRESENTATION DE LA METHODE	9
1. Principes directeurs	9
2. Etapes de mise en œuvre	11
2.1. Définition du problème et identification des attributs/niveaux	11
2.2. Génération du plan d'expérience	11
2.3. Elaboration des supports d'enquête	11
2.4. Détermination de l'échantillon et recueil des données	11
2.5. Analyse statistique descriptive et économétrique.....	12
PARTIE 3. APPLICATION A L'ETUDE DES BENEFICES PATRIMONIAUX DES SITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL.....	13
1. Résultats de l'enquête qualitative	13
1.1. Représentation sociale et culturelle du littoral français.....	13
1.2. Identification des attributs caractéristiques de la valeur de non-usage du littoral	15
1.3. Définition du plan d'expérience	17
1.4. Elaboration des supports d'enquête	17
1.5. Choix de la zone d'étude et de la population cible	17
2. Résultats de l'analyse quantitative	18
2.1. Caractéristiques socioéconomiques de l'échantillon.....	18
2.2. Attachement au littoral.....	19
2.3. Perception des bénéfices patrimoniaux littoraux	22
2.4. Perception de la politique de protection du Conservatoire du Littoral	27
2.5. Analyse socioéconomique	34
3. Résultats de l'analyse économétrique.....	37
3.1. Analyse des préférences pour les scénarii.....	37
3.2. Calcul des bénéfices patrimoniaux de la protection du Conservatoire.....	39
BIBLIOGRAPHIE.....	41
ANNEXE 1: QUESTIONNAIRE	42
ANNEXE 2: RESULTATS DE L'ANALYSE ECONOMETRIQUE (LIMDEP)	49

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Illustration d'une proposition de choix	10
Figure 2 : Enquête Vertigo Lab de Janvier 2015	18
Figure 3 : Région d'origine des personnes interrogées	19
Figure 4 : Estimation de population française au 1er janvier 2013 par région.....	19
Figure 5: Pour quelles raisons êtes-vous attachés au littoral (plusieurs réponses possibles)?	21
Figure 6 : Connaissez-vous des traditions culturelles qui se rapportent au littoral français ?	23
Figure 7 : Connaissez-vous des expressions de la langue française qui se rapportent au littoral ?.....	24
Figure 8: Citez un site naturel littoral français particulièrement important/remarquable pour vous.	25
Figure 9 : Citez un monument/construction du littoral français particulièrement important/remarquable pour vous	27
Figure 10 : Selon vous, quelles sont les principales menaces qui pèsent sur le littoral français?	28
Figure 11 : Un ensemble de programmes et de mesures sont possibles pour protéger le littoral. Classez les 4 options de mesures possibles en fonction du degré de priorité que vous leur accordez.	29
Figure 12 : Quel écosystème souhaiteriez-vous voir protégé en priorité dans votre scénario préféré ?	30
Figure 13 : A partir d'un certain niveau de dégradation, les activités que vous pratiquez sur le littoral ne seraient plus possibles. Pour éviter cela et continuer à pratiquer ces activités, combien seriez-vous prêt à donner pour le financement de mesures de gestion durable du littoral français ?.....	33
Figure 14: Pour financer la réalisation de ce scénario, quel serait le moyen de paiement le plus adapté selon vous ?.....	34
Figure 15 : De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?	35
Figure 16 : De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?	36
Figure 17 : Pensez-vous que le littoral français soit en danger (dégradation) ?.....	36
Figure 18: Contribution des attributs de l'enquête aux bénéfices patrimoniaux du littoral français.....	40

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Détail de l'attachement des français au littoral (en %)	22
Tableau 2 : Pouvez-vous dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes?	26
Tableau 3 : Quel patrimoine est selon vous le plus en danger?	27
Tableau 4 : Indépendamment des activités que vous pratiquez, êtes-vous favorable à une plus grande/meilleure protection du littoral ?	29
Tableau 5 : De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?	32

RAPPEL DES OBJECTIFS ET CONTENU DE L'ÉTUDE

1. Contexte

Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CDL) est l'établissement public chargée d'identifier, acquérir et aménager des espaces naturels du littoral. Malgré l'acquisition et la protection de 159 548 hectares d'espaces littoraux depuis sa création en 1975, la portée de son action reste encore peu visible du grand public. A l'occasion de son quarantième anniversaire, le Conservatoire a donc souhaité réaffirmer la nécessité de son action en mettant en lumière le rôle majeur qu'il joue dans la protection du littoral et des valeurs qui y sont associées.

2. Objectifs

Cette étude a pour objectif principal de mettre en évidence les bénéfices associés aux valeurs de non-usage des sites du Conservatoire du Littoral, ici nommés bénéfices patrimoniaux de la protection du Conservatoire. Ces bénéfices reflètent la valeur que la population métropolitaine française accorde à l'action du Conservatoire indépendamment de l'utilisation des sites (c'est pourquoi on parle également de bénéfices associés aux « valeurs de non-usage »). Les valeurs de non-usage du littoral sont liées à la conscience de la pérennité des espaces naturels côtiers (valeurs d'existence) et/ou à la nécessité de préserver ces espaces pour les générations futures (valeurs de legs). Les bénéfices patrimoniaux sont évalués à partir de scénarios de gestion sur la période 2015-2050, définis à partir du contenu de la stratégie à long-terme du Conservatoire.

Cette étude a également pour objectif d'apporter des éléments de compréhension des attentes des Français pour la protection du littoral, de la connaissance de l'existence du Conservatoire du Littoral, de la perception de son action. Elle permet de traduire cet attachement de la population à l'action du Conservatoire, aujourd'hui et pour les décennies à venir. En particulier, cet attachement sera traduit sous forme d'un équivalent monétaire.

Ce travail doit donc, *in fine*, nourrir l'argumentaire en faveur de la protection des espaces naturels côtiers et, plus spécifiquement, de l'action du Conservatoire du Littoral et de ses partenaires sur ces espaces.

PRÉSENTATION DE LA MÉTHODE

1. Principes directeurs

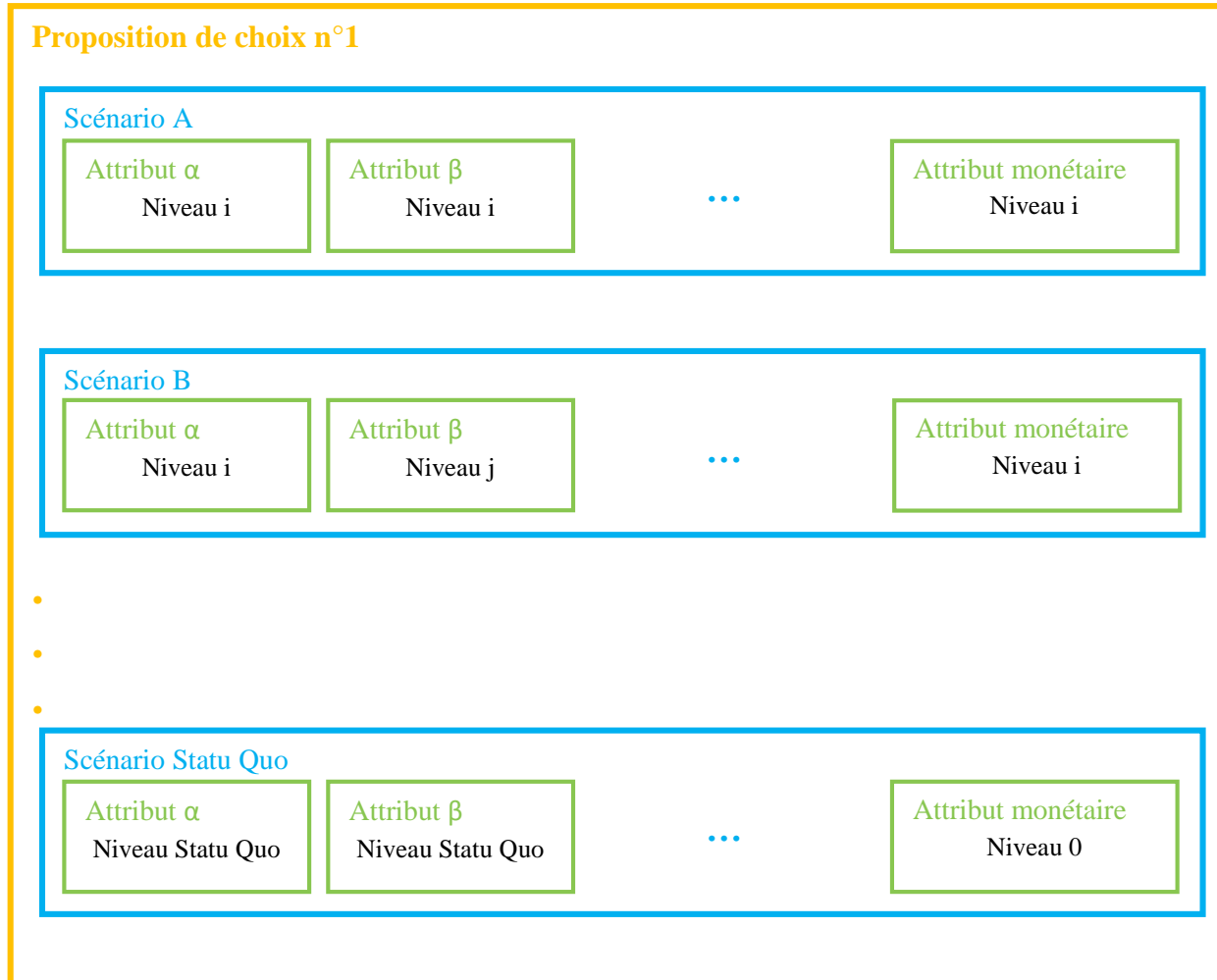
La méthode mise en œuvre pour cette étude est la **méthode dite « multi-attributs »** (ou méthode d'expérimentation par les choix). Son objectif est d'évaluer les **préférences des individus pour les modifications d'un bien**, défini par un certain nombre de caractéristiques propres. Ces caractéristiques sont appelées **« attributs »**.

L'approche multi-attributs consiste à appréhender les modifications du bien (suite à la mise en place d'une certaine politique par exemple) à partir de l'estimation de chacun de ses attributs. Chaque attribut peut en effet varier suivant un certain nombre de niveaux ou d'états, sous l'effet de la politique, soit qualitativement soit quantitativement (par exemple, les deux niveaux de l'attribut « état de santé du site » pourraient être i) dégradé et ii) restauré ou bien i) 100% dégradé et ii) 50% dégradé). L'un de ces attributs, généralement monétaire, matérialise la contrainte budgétaire des individus. Cet attribut permet de ne pas attendre des personnes interrogées qu'elles construisent elle-même la valeur qu'elles associent à un bien (méthode des préférences révélées).

L'arbitrage effectué entre l'attribut monétaire et les autres attributs indique les priorités des individus pour les changements de niveaux des autres attributs. Il permet ainsi d'estimer, en grandeur monétaire, la **valeur marginale associée aux différents attributs** non monétaires.

Dans la pratique, cette méthode consiste à proposer aux individus de **choisir entre plusieurs scénarii**, chaque scénario étant une combinaison unique des niveaux d'attributs. Ainsi, chaque scénario représente une évolution possible du bien considéré, généralement résultant d'un changement de politique lorsque la méthode des expériences de choix est appliquée à des biens collectifs. Dans le schéma le plus couramment observé, on propose à l'individu de choisir entre deux scénarii et une situation de référence. Celle-ci, appelé communément « statu quo », correspond à l'absence de changement par rapport à l'existant – les attributs non monétaires dans ce cas très précis sont tous à leur niveau de statu quo et l'attribut monétaire en particulier prend une valeur nulle (pas de coût supplémentaire par rapport à l'existant). La présence du scénario statu quo permet d'offrir aux enquêtés la possibilité de refuser les scénarii alternatifs (Figure 1). Elle assure en outre que les réponses obtenues sont toutes relatives à une situation de référence identique et sont par conséquent comparables (Rolfe, Bennett and Louvière, 2000).

Cette proposition de choix, mettant en scène un jeu unique de différents scénarii (dont systématiquement un statu quo), est renouvelée plusieurs fois consécutivement.



L'individu interrogé se voit successivement présenter plusieurs propositions de choix (1, 2, etc.)

Au sein d'une proposition de choix, l'individu interrogé doit sélectionner un unique scénario entre plusieurs scénarii (A, B, etc.). Parmi ces scénarii, il y a toujours le scénario Statu Quo.

Un scénario est composé de plusieurs attributs (α , β , etc.). Parmi ces attributs, il y a toujours un attribut monétaire.

Un attribut varie entre plusieurs niveaux (i, ii, etc.). Tous les niveaux des attributs du scénario Statu Quo sont fixés à un niveau de référence (et à un coût nul).

Figure 1 : Illustration d'une proposition de choix

2. Etapes de mise en œuvre

2.1. Définition du problème et identification des attributs/niveaux

Les résultats attendus de cette première étape sont la détermination de la taille et la composition des propositions de choix, l'identification d'attributs et de niveaux pertinents, l'identification des différences individuelles qui expliquent les choix et la sélection de la population cible.

Cette étape requiert une étude qualitative solide, qui peut s'inspirer de la littérature disponible mais qui doit surtout d'appuyer sur des observations et des interviews de terrain. L'organisation de groupes de discussion et d'entretiens en face-à-face auprès d'experts peut permettre de répondre aux questions de cette première étape.

2.2. Génération du plan d'expérience

Le plan d'expérience est l'organisation des combinaisons de niveaux d'attributs en scénario et en propositions de choix qui seront soumis aux enquêtés. La création du plan d'expérience est une étape essentielle car elle conditionne l'efficacité et la robustesse de l'analyse statistique finale.

On utilise des algorithmes pour générer des plans optimaux. Il faut toutefois prendre en compte les contraintes empiriques (souvent de temps, de budget, de faisabilité) et cognitives (ex : de compréhension ou de fatigue de l'enquêté) pour aboutir à un compromis qui minimise le déterminant de la matrice de variance (minimisation de l'erreur-D).

2.3. Elaboration des supports d'enquête

L'enquête se compose de trois supports complémentaires :

- une présentation des objectifs et du déroulement de l'enquête ;
- une présentation du jeu des propositions de choix (issu du plan d'expérience) et un questionnaire à remplir ;
- la présentation de l'enquête introduit le contexte et les objectifs de l'étude aux enquêtés.

La présentation des propositions de choix intervient au cours de l'enquête pour introduire le jeu. Elle doit d'abord apporter un certain nombre d'information sur l'objet de l'enquête (caractéristiques, enjeux, menaces, etc.), exposer ensuite ce qui est attendu dans les propositions de choix et présenter enfin les propositions successives à l'enquêté.

Le questionnaire comporte idéalement un premier volet qui vise à connaître les motivations de l'enquêté en lien avec l'objet de l'étude (conditions de séjour et lieu de résidence, raisons de la présence sur place, activités pratiquées, etc.) et cerner le degré de conscience des enjeux. Un second volet est constitué des propositions de choix à proprement parler, suivi de questions sur les motivations afférentes en matière de mesures de gestion, permettant ainsi de mieux comprendre les choix effectués et de vérifier leur logique. Une dernière partie doit recueillir les caractéristiques socio-économiques de l'enquêté.

L'ensemble de ces supports doit nécessairement être pré-testé afin d'en garantir la bonne compréhension.

2.4. Détermination de l'échantillon et recueil des données

La complexité de la méthode multi-attributs rend préférable le recours à l'enquête en face-à-face sur site. L'enquête doit donc être réalisée par entretiens directs idéalement (recueil sur papier ou sur tablette). Il est toutefois possible de la conduire via internet également.

Pour obtenir des résultats robustes statistiquement, il convient de réaliser un nombre minimum d'enquêtes (nombre déterminé par la taille de la population cible et le nombre de propositions de

choix/scenarii présentés). Les personnes interrogées sont choisis aléatoirement parmi la population cible et la représentativité sera assurée par une rectification au fur et à mesure selon la méthode des quotas.

2.5. Analyse statistique descriptive et économétrique

L'analyse descriptive permet de mettre au jour les caractéristiques de la population enquêtée (critères socio-économiques mais également connaissances des enjeux environnementaux, attitudes vis-à-vis de la protection, préférences prioritaires pour des actions de protection, etc.) Elle s'appuie sur une observation statistique des résultats de l'enquête qualitative.

L'analyse économétrique du modèle multi-attributs est conduite grâce au logiciel Limdep 9.0. Elle s'appuie sur un modèle à choix discrets, spécifié sur la base d'un logit mixte (conditionnel et multinomial) afin de prendre en compte à la fois les caractéristiques propres aux scenarii proposés et celles propres aux individus comme variables explicatives du modèle.

APPLICATION À L'ÉTUDE DES BÉNÉFICES PATRIMONIAUX DES SITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Pour évaluer économiquement les bénéfices patrimoniaux associés aux sites du Conservatoire du littoral, les principes directeurs de la méthode multi-attributs se déclinent ainsi:

- les **scenarii** d'évolution figurent les résultats obtenus après 35 ans de mise en œuvre de la Stratégie à long-terme 2050 sur l'état des sites du Conservatoire ;
- le scenario **de statu quo** illustre l'absence de mise en œuvre de la Stratégie à long-terme. A la lumière des menaces qui pèsent sur le littoral français, il est supposé que le statu quo reflète une situation de dégradation des sites ;
- les **attributs non-monétaires** représentent les critères de non-usage retenus pour caractériser le patrimoine naturel et bâti des sites du Conservatoire, indépendamment des usages pratiqués ;
- l'**attribut monétaire** est présenté comme la contribution monétaire hypothétique qui serait demandée aux individus pour financer la mise en place de la Stratégie à long-terme 2050.

Les valeurs marginales obtenues pour chacun des attributs sont les valeurs associées à la modification d'un niveau de l'attribut, toute chose égale par ailleurs. La valeur totale obtenue à partir de la somme des valeurs marginales est la valeur de non-usage associée aux sites du Conservatoire, c'est-à-dire la valeur accordée à l'action de préservation menée à horizon 2050, indépendamment des usages maintenus ou non.

1. Résultats de l'enquête qualitative

1.1. Représentation sociale et culturelle du littoral français

Pour comprendre la place du littoral dans l'imaginaire collectif, en particulier la place non liée à l'usage, deux travaux ont été conduits comme base de travail : d'une part une étude réalisée auprès de personnes ayant une bonne connaissance du littoral (élus locaux, artistes, experts naturalistes, etc.) (Béatrice Le Moël, 2014) et d'autre part des entretiens auprès d'experts du littoral (Vertigo Lab, 2015). Les observations et verbatim rapportés ci-après entre guillemets sont tirés de ces deux sources et doivent participer à la définition des attributs des scénarios de protections du littoral.

Le rapport au littoral est unanimement positif dans la sphère collective et individuelle. Il renvoie à des images de bien-être (détente, repos, vacances, enfance, etc.), source de « bonheur » et de « plaisir ». Ces images sont traduites par des références récurrentes aux émotions et aux sensations, plutôt qu'à un processus intellectualisé : le littoral s'exprime par manifestations visuelles (« décor quotidien »), gustatives (gastronomie typique du littoral, ex « oursins ») ou encore sonores (« bruit des vagues, des oiseaux »).

Plus profondément, le littoral est perçu par beaucoup comme source et stabilité de vie : il permet de « pouvoir respirer » et offre « bouffée d'air », « oxygénation » et « équilibre ». De fait, le littoral est spontanément associé dans l'imaginaire à un cadre naturel, sauvage et non urbanisé. Le patrimoine bâti est en effet peu mentionné, au profit des processus naturels. Sont évoquées principalement ses différents habitats (dunes, falaises, estran, vagues, forêt, etc.), sa diversité

géoclimatique (nord de la France, aquitaine, méditerranée, etc.), ses services écosystémiques et sa faune et flore.

Les atouts que confère le littoral sont avant tout tributaires de la présence de la mer et des utilisations associées. Sont évoqués les usages récréatifs gratuits (surf, baignade, promenade en bord de mer, pêche sous-marine, etc.) et les usages marchands (tourisme, plaisance, pêche, ostréiculture, mytiliculture, etc.). Ce dernier point est régulièrement souligné comme une contribution importante au service de l'« économie locale », même si la juxtaposition de ces usages est parfois connotée négativement (en référence aux « conflits d'usage » ou encore aux « nuisances des stations balnéaires »). Dans tous les cas, les bénéfices tirés de l'utilisation du littoral recèlent, au-delà de la jouissance individuelle, un caractère collectif fort : le littoral favorise un « usage pour tous », en « accès libre ».

Le littoral réveille également une multitude de valeurs qui ne relèvent pas de l'usage mais plutôt de dimensions culturelles, patrimoniales, identitaires :

- le littoral est entendu comme **source d'un cadre agréable** : il offre un « cadre de vie », un « paysage » ; un « plaisir visuel », une « douceur de vivre » ;
- par son rôle d'interface, il permet de **maintenir le lien et la communication**. Ce lien joue à la fois un rôle de transition (« bande terre-mer », « lieu de rencontres », « rôle d'accueil des civilisations et de mixité ») et ouvre sur l'extérieur, dépassant les limites : il est une « fenêtre ouverte », un « horizon dégagé », une « liberté », « un échappatoire, [...] un infini », « rêve, évasion, imaginaire », une « ouverture sur dame Nature », une invitation au « voyage », à la découverte de l'« espace », etc. ;
- le littoral **contribue au développement personnel**, à l'auto-accomplissement : il est assimilé à un « lieu spirituel de méditation et de contemplation », « un milieu mystérieux et spirituel, source d'apaisement et d'harmonie avec soi-même », propice à la « découverte de soi », à l'« apprentissage », etc. ;
- il est **marqueur de l'histoire**, garant du maintien des « traditions » et de la « culture » (le littoral est rappelé au travers des peintures impressionnistes de Monet, de couchers de soleil ou de Honfleur, etc. ou d'ouvrages littéraires avec « romancier en Bretagne », de la « langue » (corse, breton, basque), de « l'histoire du territoire » (ex : « côte normande marquée par la seconde guerre mondiale », « mémoire »), de « l'authenticité », des « habitudes familiales » (avec les références nombreuses aux racines, à l'enfance).

A noter, ces valeurs patrimoniales sont exprimées aussi bien par les résidents du littoral que par les visiteurs. Chez les premiers, elles expliquent leur attachement à la mer et le bien-être procuré par sa proximité. Pour les non-résidents, elles justifient l'attraction touristique des sites (en plus des usages). Certains cherchent à retrouver ces valeurs qu'ils estiment perdues ou qu'ils ne retrouvent pas dans leur lieu de résidence : le littoral leur offre une « rupture », une « déconnexion », quelque chose d'« inhabituel », un « dépaysement » et un « cadre différent » de leur quotidien.

Globalement, on observe une bonne connaissance des enjeux, des menaces et des opportunités de la protection du littoral. La préoccupation de la question environnementale est réellement partagée, avec des références à l'urbanisation, aux risques d'érosion et de submersion, à la gestion des déchets, à l'épuration des eaux, à la pression touristique et aux conflits d'usage. Ces enjeux sont perçus par certains comme le revers inévitable des bénéfices économiques marchands (issus du tourisme principalement) et par d'autres comme des menaces pour l'environnement.

La protection des sites, que ce soit par des voies réglementaires, volontaires ou d'acquisition foncière, est appréhendée comme positive au titre de la préservation des espaces. Les motivations sous-jacentes relèvent de l'intérêt pour la biodiversité elle-même (la faune et la flore

ordinaire, certains écosystèmes ou espèces en particulier - les marais, les oiseaux, les papillons- les espaces remarquables, les paysages, la qualité de l'eau et de l'air) et pour l'avenir : pouvoir continuer à en jouir plus tard et transmettre aux générations futures (transmission de savoirs, de paysages sauvages, de transition douce et naturelle entre terre et mer, etc.). L'évocation de la protection du littoral s'accompagne généralement des notions de responsabilité (des élus notamment), d'engagement, voire de devoir moral de protection, éveille également souvent la question de la sensibilisation. Néanmoins, la possible contribution à ces actions est perçue différemment par les résidents de communes littorales et les visiteurs : les premiers sont a priori plus réticents car usagers quotidiens, soumis aux conflits d'usage et d'intérêts économiques, même s'ils sont plus conscients des enjeux. Ils demandent toutefois fortement à être associés aux mesures mises en place. Les seconds acceptent plus facilement (ils font valoir qu'ils n'ont souvent pas le choix ou ne sont pas au courant) mais sont plus exigeants en matière de résultats, guidés par une vision court-termiste (la protection est un argument de leur visite).

1.2. Identification des attributs caractéristiques de la valeur de non-usage du littoral

Maintenant cernées, ces représentations sociales et culturelles du littoral et de ses enjeux doivent permettre de définir des attributs, caractéristiques du littoral et indépendants des usages qui y sont pratiqués, pour le modèle multi-attributs. Ces attributs doivent traduire les conditions d'expression des valeurs de non-usage du littoral et sont de fait nécessairement déconnectés des usages afin de ne pas créer de biais d'interprétation.

Pour cela, il s'agit de retirer et de classer les expressions de non-usage les plus prégnantes dans l'imaginaire collectif. Un principe est érigé au préalable : bien que les ressources naturelles du littoral soient largement évoquées par rapport aux constructions humaines, il est choisi ici de ne pas dissocier le patrimoine naturel du patrimoine bâti au sein des attributs. Ce choix est conforme à la politique du Conservatoire qui bénéficie aussi bien à l'un qu'à l'autre. Les attributs retenus devront dès lors refléter patrimoine naturel et/ou bâti sans distinction ni opposition.

Parmi les enjeux les plus mentionnés ressort la qualité du littoral, relative au degré de protection et de restauration de ses sites. Le statut inaliénable des espaces naturels et bâtis est une condition du maintien de l'attachement des individus au littoral, qui l'apprécie notamment parce qu'il est protégé. La grande diversité du littoral sur ses différentes façades ayant été rappelée régulièrement comme inhérente à sa richesse, il est proposé de considérer le littoral dans son ensemble et de s'intéresser au périmètre sous protection du Conservatoire (plutôt qu'à son degré de protection, trop disparate selon les espaces).

L'aspect visuel du paysage, en matière de naturalité et de fréquentation, apparaît également comme une préoccupation prioritaire. Il est le gage des valeurs patrimoniales exprimées, portées dans l'imaginaire par un espace aussi sauvage et vierge que possible. Les constructions humaines ne sont valorisées que dès lors qu'elles sont un témoignage de l'histoire et de la culture locale. Ainsi, forts, phares ou remparts par exemple sont entendus comme « appartenant » au paysage authentique du littoral, par opposition au bâti touristique, voire résident, surtout s'il n'est pas intégré.

Enfin, l'enjeu de la préservation du lien terre-mer revient très fréquemment sous diverses formes et divers vocables. Dans tous les cas, une transition douce et intégrée est préférée à une rupture nette entre les deux milieux. C'est l'évocation de l'image de la fenêtre ouverte qui représente le mieux le ressenti des individus quant au littoral. Elle est ce qui les aspirent et les inspirent.

A partir de ces constats, les trois attributs non-monétaires suivants ont été formalisés:

- la **surface du littoral protégée par le Conservatoire** : cela comprend le patrimoine naturel comme le patrimoine bâti qui bénéficient d'un statut inaliénable, protégé, préservé, voire restauré ;
- la **naturalité du paysage littoral** : cela sous-entend l'état d'artificialisation du paysage, d'exploitation des ressources naturelles et de fréquentation des sites ;
- la **préservation du lien terre-mer** : cela définit la qualité et la continuité de la transition entre la mer et la terre.

Il est vérifié par ailleurs que ces trois attributs rentrent bien dans le cadre d'intervention du Conservatoire du littoral, et en particulier de sa Stratégie à long-terme. En d'autres termes, l'action du Conservatoire impacte effectivement chacun de ces attributs. L'objectif d'atteinte du « tiers naturel » en particulier vise le doublement de la surface appartenant au Conservatoire. Il s'agit de préserver le littoral ainsi acquis de l'urbanisation, favorisant ainsi la naturalité du paysage. L'action du Conservatoire permet enfin d'assurer la continuité entre la terre et la mer et la cohérence de gestion de cette interface. Dans le cas particulier des zones à enjeux d'érosion ou de submersion, des solutions douces sont recherchées en priorité.

Il est à noter que les attributs identifiés n'incluent pas la biodiversité remarquable, qui représente pourtant une priorité dans la gestion de nombreux sites. Les mentions dans les études réalisées pour la qualification des attributs ne font que peu allusion aux espèces emblématiques du littoral, oiseaux au premier chef. Cette observation constitue selon nous un premier résultat intéressant pour le gestionnaire.

Pour chacun des trois attributs, il faut alors déterminer les niveaux qu'ils peuvent prendre. Ces niveaux, puisqu'ils reflètent l'impact de la politique menée par le Conservatoire sur ces aspects du littoral, doivent représenter des évolutions réalistes à l'horizon 2050 et être crédibles aux yeux des enquêtés. L'obstacle majeur réside ici dans le grand périmètre et l'importante diversité du littoral français, qui engendrent des états très variables d'un site à l'autre et permettent difficilement d'envisager une tendance d'évolution généralisable à l'ensemble du littoral. Dans ce cas, le choix est fait de favoriser un faible nombre de niveaux, deux dans ce cas, et qualifiant les évolutions obtenues i) sans mise en place de la stratégie 2050 ou ii) avec mise en place de la stratégie.

Un consensus s'établit largement autour d'un niveau de référence (statu quo) qui se dégrade : sans un soutien à la protection actuelle (mais aussi sans prise de conscience collective, sans sensibilisation du grand public et des entreprises privées, sans moyens humains et financiers supplémentaires, sans autre acquisition foncière...), il est admis que le littoral se détériorerait. En conséquence de quoi s'ensuivraient érosion, dégâts, conflits, construction massive, pollution, délabrement du patrimoine bâti, etc.

Les deux niveaux retenus, résultant de deux options distinctes (avec ou sans stratégie à long-terme), pour chacun des trois attributs non-matérielles, se caractérisent alors ainsi :

	Statu quo (sans mise en œuvre de la stratégie)	Amélioration (mise en œuvre de la stratégie)
Part du littoral appartenant au Conservatoire	13%	25%
Naturalité du paysage littoral	état artificialisé/surexploité/surfréquenté	état sauvage/vierge/intact
Préservation du lien terre- mer	rupture/fermeture	transition douce/ouverture

Suivant les principes de la méthode multi-attributs, le dernier attribut est monétaire. Or l'acceptation d'une contribution financière par les individus se révèle très variablement perçue. Elle est très souvent conditionnée à l'usage du littoral (activités pratiquées sur le littoral) ou à l'accès (contribution locale), sur le principe du « pollueur-payeur ». Toutefois, tout véhicule de paiement lié à une forme ou une autre d'usage est à évacuer dans l'objectif d'établir une valeur de non-usage (risque de biais). Il est donc proposé que l'attribut monétaire prenne la forme d'une contribution financière hypothétique et volontaire, au bénéfice de la stratégie 2050, assortie d'une question à choix multiples pour définir le moyen de paiement préféré.

Les montants acceptables sont établis d'après les entretiens qualitatifs entre 10 et 200 euros par an. Quatre niveaux sont alors définis pour l'attribut monétaire : 10€, 50€, 100€ et 200€.

1.3. Définition du plan d'expérience

Les attributs et les niveaux ainsi déterminés, le plan d'expérience est conçu. Trois attributs non monétaires à deux niveaux chacun, assortis d'un attribut monétaire prenant quatre valeurs possibles conduisent à $2 \times 2 \times 2 \times 4 = 32$ scénarii distincts dans le plan complet. Ne pouvant soumettre aux enquêtés autant de scénarii parmi lesquels il serait difficile de choisir, il est décidé de fractionner le plan pour aboutir à 6 propositions de choix présentant systématiquement 3 scénarii : 2 scénarii différents dévolution et un statu quo (scénario pour lequel les attributs non-monétaires prennent tous le niveau statu quo et l'attribut monétaire le niveau zéro). Le plan ainsi obtenu est efficient à 51% par rapport au plan optimal.

1.4. Elaboration des supports d'enquête

L'enquête est administrée sur tablette IPAD®, par le biais d'une application développée spécifiquement pour l'étude. Il a été choisi de présenter l'enquête (objectif, commanditaire, attentes) et le jeu de proposition de choix (enjeux, menaces, scénarii) au moyen d'une courte vidéo téléchargeable en ligne à cette adresse : <https://youtu.be/2fhCUKkckoE>

Un questionnaire a été élaboré pour recueillir les informations socio-économiques, culturelles, comportementales, nécessaires à l'identification des variables explicatives des préférences des enquêtés. Le contenu du questionnaire complet soumis aux 502 individus constituant l'échantillon est présenté en Annexe 1.

1.5. Choix de la zone d'étude et de la population cible

La population ciblée par l'étude est la population qui porte potentiellement des valeurs de non-usage à l'égard du littoral français. Bien qu'il semble indéniable qu'elle ne se limite pas aux frontières juridiques du pays (les étrangers expriment évidemment des valeurs de non-usage pour le littoral français), l'étude se limite ici à la population française, qu'elle soit usagère ou non du littoral. On peut anticiper de potentielles différences de sensibilité et de motivation entre certains sous-groupes de la population cible (e.g. résidents de régions littorales/non-résidents, usagers/non-usagers, engagés/non-engagés au regard de la protection de l'environnement, etc.) qui seront testées par le modèle.

Dès lors, l'échantillon à interroger, fixé à 500 enquêtes minimum, est construit de manière à être représentatif de la population française. Cette représentativité fût assurée tout au long de l'enquête par la méthode des quotas au regard de plusieurs critères qui s'appuient sur les données socioéconomiques de l'INSEE¹ disponibles pour 2015 (sexe, âge, région, profession, diplôme, salaire).

¹ Données consultables sur le www.insee.fr, consulté pour la dernière fois le 14 janvier 2015.

Ainsi, 585 furent enquêtées, parmi lesquelles 502 ont été retenues (la différence provient majoritairement du fait que certains individus n'ont pas souhaité renseigner leurs revenus, leurs réponses n'ont en conséquence pas pu être prises en compte).

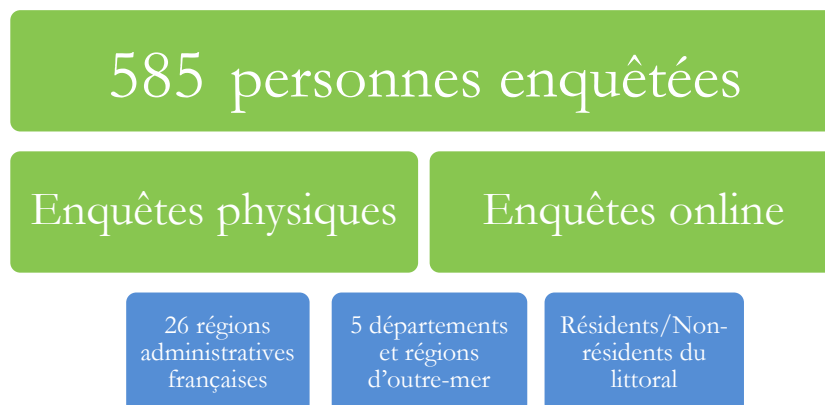


Figure 2 : Enquête Vertigo Lab de Janvier 2015

Les enquêtes ont été administrées sur le terrain sur l'ensemble du territoire métropolitain² de Janvier à Février 2015.

2. Résultats de l'analyse quantitative

2.1. Caractéristiques socioéconomiques de l'échantillon

L'enquête a été construite afin d'être représentative de la population française au regard d'un critère géographique (représentativité régionale) et du sexe). Pour le critère géographique, les deux figures suivantes montrent les répartitions de population en fonction de la région. La comparaison de ces deux figures montre une bonne adéquation entre la répartition géographique de l'échantillon de personnes enquêtées et la répartition de la population française.

² Pour des questions pragmatiques (contraintes de temps et de budget) l'enquête n'a pu être menée dans les RUP

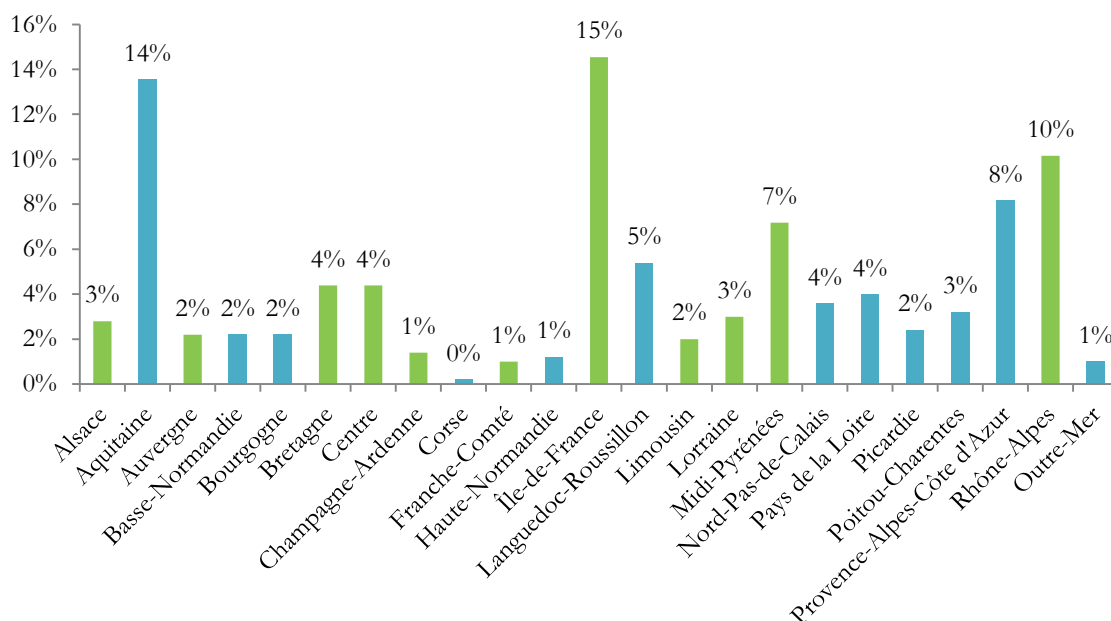


Figure 3 : Région d'origine des personnes interrogées

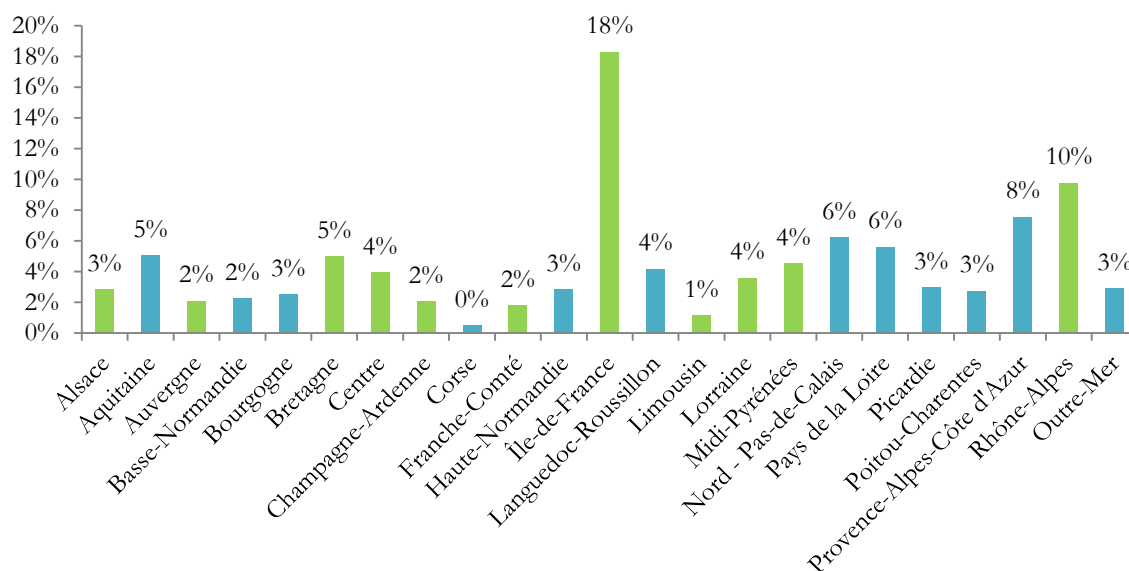


Figure 4 : Estimation de population française au 1er janvier 2013 par région

En **bleu**, les régions littorales.

Pour l'âge et le sexe, l'échantillon a été redressé au fur et à mesure de l'enquête. Cette pratique a consisté à choisir en priorité parmi les personnes interrogées les catégories de sexe et d'âge manquantes. Ainsi, à la fin de l'enquête, l'échantillon a pu être représentatif de la population française pour ces deux critères.

2.2. Attachement au littoral

i) Un attachement fort des français au littoral...

89% des français interrogés sont attaché au littoral et surtout s'ils sont résidents d'une commune littorale. Cet attachement pousse 92% des français attachés au littoral à pratiquer, au moins une fois par an, une activité liée au littoral. Cet attachement va dans le sens de deux études qui mettaient en lumière que le littoral est le lieu de vie préféré des Français (ONML, 2012) et leur destination touristique préférée en période estivale (Galiana et al., 2014). En métropole, les disparités régionales dans l'attachement au littoral sont marquées : pour les régions littorales (Aquitaine, Basse-Normandie, Bretagne, Corse, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur) un plus grand nombre de personnes interrogées ont logiquement déclaré être attachées au littoral. Pour les territoires d'Outre-mer, 100% des personnes interrogées ont déclarées être attachées au littoral. En revanche, en Guyane, qui contrairement aux autres collectivités d'outre-mer n'est pas constitué d'îles, l'attachement pour le littoral est plus faible qu'ailleurs.

ii) ... lié principalement à son patrimoine naturel paysager

Le caractère paysager du littoral est la principale raison de l'attachement des français : parmi les 448 personnes attachées au littoral, 81% le sont pour l'esthétique des paysages littoraux et 77% pour son milieu marin, ses plages et ses îles (Figure 5)

Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -

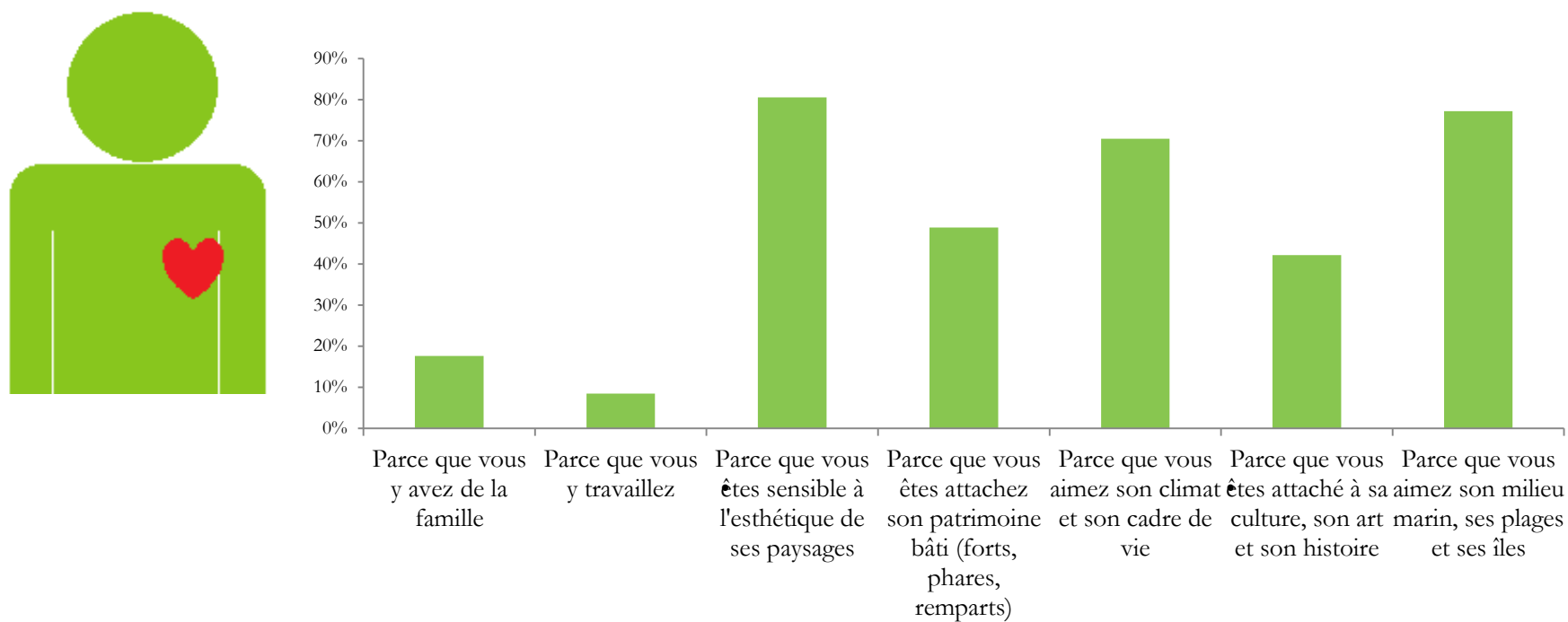


Figure 5: Pour quelles raisons êtes-vous attachés au littoral (plusieurs réponses possibles)?

(Source : Enquête Vertigo Lab en 2015)

En métropole, les disparités régionales dans les atouts littoraux sont variables (Tableau 1): pour les Bretons la famille est une raison de l'attachement au littoral plus souvent citée que pour les autres régions (cités par 12% de l'échantillon breton contre 5% en moyenne pour l'échantillon métropolitain). Pour le Nord-Pas-de Calais, 10% des personnes interrogées ont citées leur travail comme une raison de leur attachement au littoral (contre 2% en moyenne dans l'échantillon métropolitain).

Tableau 1 : Détail de l'attachement des français au littoral (en %)

	Parce que vous y avez de la famille	Parce que vous y travaillez	Parce que vous <input type="checkbox"/> êtes sensible à l'esthétique de ses paysages	Parce que vous êtes attachés à son patrimoine bâti (forts, phares, remparts)	Parce que vous aimez son climat et son cadre de vie	Parce que vous <input type="checkbox"/> êtes attachés à sa culture, son art et son histoire	Parce que vous aimez son milieu marin, ses plages et ses îles
Alsace	3%	0%	29%	16%	13%	13%	26%
Aquitaine	5%	2%	24%	14%	23%	8%	23%
Auvergne	3%	0%	27%	12%	21%	12%	24%
Basse-Normandie	3%	0%	27%	13%	20%	10%	27%
Bourgogne	5%	0%	29%	10%	29%	14%	14%
Bretagne	12%	0%	20%	16%	19%	13%	20%
Centre	6%	0%	25%	16%	22%	10%	19%
Champagne-Ardenne	0%	0%	26%	16%	26%	0%	32%
Corse	0%	0%	0%	0%	0%	50%	50%
Franche-Comté	0%	0%	23%	8%	23%	15%	31%
Haute-Normandie	0%	4%	22%	15%	22%	15%	22%
Île-de-France	5%	1%	24%	16%	18%	13%	22%
Languedoc-Roussillon	2%	2%	23%	16%	25%	9%	25%
Limousin	0%	0%	27%	13%	20%	20%	20%
Lorraine	0%	3%	28%	13%	20%	15%	23%
Midi-Pyrénées	5%	0%	25%	14%	25%	10%	22%
Nord-Pas-de-Calais	6%	10%	20%	8%	24%	10%	24%
Pays de la Loire	1%	4%	21%	15%	17%	15%	25%
Picardie	0%	0%	29%	13%	16%	23%	19%
Poitou-Charentes	7%	6%	22%	15%	20%	11%	19%
PACA	9%	8%	19%	12%	19%	13%	18%
Rhône-Alpes	4%	1%	24%	14%	17%	15%	26%
France métropolitaine	5%	2%	23%	14%	20%	12%	22%
Guadeloupe	0%	0%	13%	25%	25%	13%	25%
Guyane	-	-	-	-	-	-	-
La Réunion	0%	0%	33%	0%	33%	0%	33%
Mayotte	0%	17%	17%	17%	17%	17%	17%

En **bleu**, les régions littorales

(Source : Enquête Vertigo Lab en 2015)

2.3. Perception des bénéfices patrimoniaux littoraux

i) Une valeur culturelle du littoral support d'identité régionale

Seulement 46% des personnes interrogées ont déclarées connaître des traditions culturelles se rapportant au littoral. Parmi les traditions citées, en revanche, 98% des traditions sont encore vivantes. Spontanément (en « top of mind »), les traditions culturelles se rapportant au littoral évoquées incluent : la pêche, l'ostréiculture, les fêtes traditionnelles. Ces références touchent d'abord aux traditions locales (34% des traditions citées) puis aux activités économiques littorales (31% des traditions citées) (Figure 6). Moins fréquemment, le littoral est rapproché d'autres

traditions culturelles liées aux loisirs (surf, balades, etc.) ou encore à l'histoire et aux mythes (débarquement, odyssée, etc.).

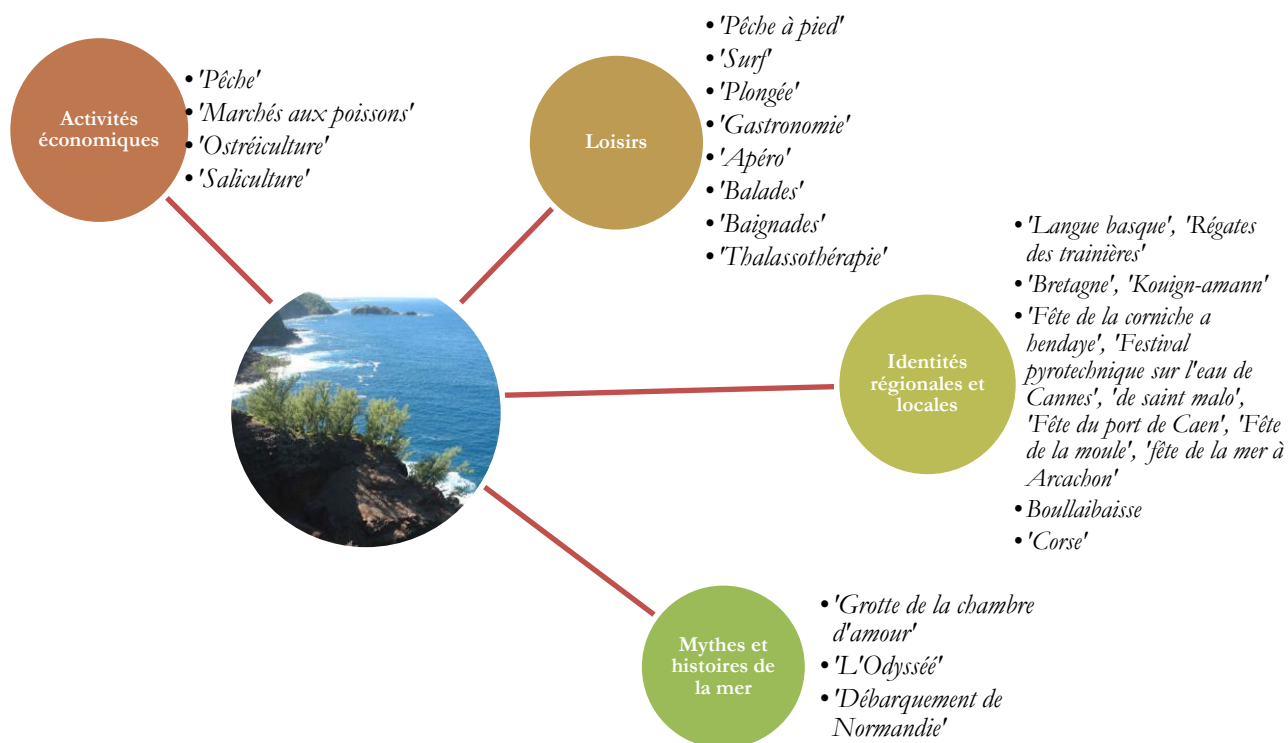


Figure 6 : Connaissez-vous des traditions culturelles qui se rapportent au littoral français ?

En métropole, les disparités régionales dans les traditions littorales connues sont variables : 77% des bretons ont déclarés avoir connaissance de traditions culturelles, citant à 53% des traditions liées à l'identité régionale bretonne. Les habitants du Nord-Pas de Calais ont également déclaré à 78% avoir connaissance de traditions littorales, principalement rattachées à la pêche (57% des traditions citées). En Aquitaine, seulement 38% des personnes interrogées ont connaissance de traditions culturelles se rapportant au littoral. Il s'agit principalement de traditions liées aux loisirs (surf) (à 31%) et aux activités économiques (ostréiculture, pêche) (à 31%). Pour quelques autres régions littorales, un tiers environ des résidents déclarent avoir connaissance de traditions culturelles littorales : Haute-Normandie (33%), Languedoc –Roussillon (37%).

Le littoral est également très présent dans le langage courant. Les expressions françaises citées par les personnes interrogées et se rapportant au littoral font cependant rarement appel aux traditions culturelles présentées précédemment mais plutôt le caractère dynamique et immense de la mer ou bien les voyages et la liberté.

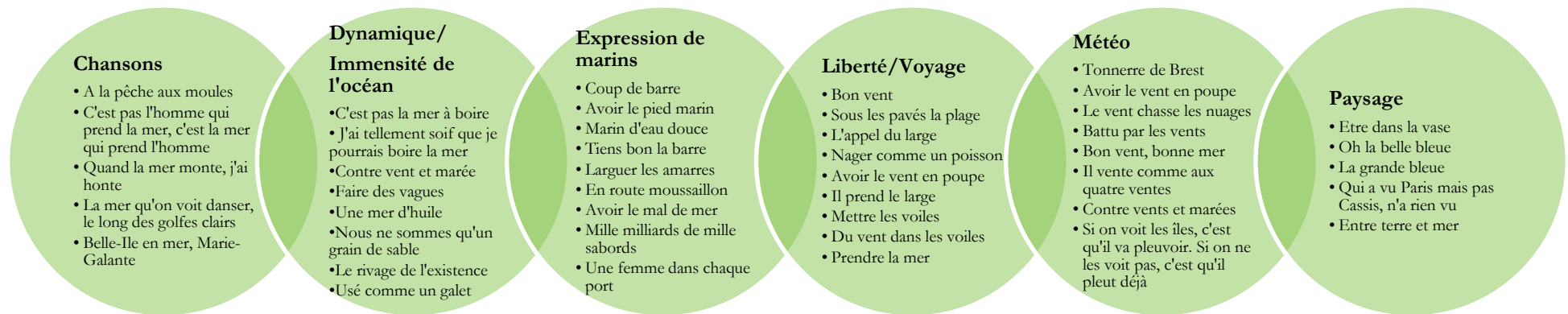


Figure 7 : Connaissez-vous des expressions de la langue française qui se rapportent au littoral ?

Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -

ii) Une forte reconnaissance des services de régulation offerts par le patrimoine naturel

La Figure 8 présente les sites naturels littoraux identifiés comme les plus remarquables par les français interrogés. Le Conservatoire du Littoral est présent sur tous ces sites.



Figure 8: Citez un site naturel littoral français particulièrement important/remarquable pour vous.

La reconnaissance de l'importance des bénéfices offerts par le littoral est partagée par tous les territoires. L'ensemble (96%) des français interrogés lors de l'enquête reconnaissent ainsi une fonction de régulation des écosystèmes littoraux : dans l'atténuation des effets des inondations et des tempêtes (à 71%), ou encore dans la régulation de l'érosion et de l'ensablement (à 80%) ou au moins leur richesse biologique (à 89%) (Tableau 2).

Tableau 2 : Pouvez-vous dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes?

	Les lagunes et marais littoraux contribuent à protéger la côte contre les inondations, les tempêtes et les vagues	La végétalisation des plages protège la côte de l'érosion et de l'ensablement	Le patrimoine naturel littoral est source de biodiversité
OUI	71%	80%	89%
NON	29%	20%	11%

iii) Une diversité du patrimoine bâti littoral peu affirmée

Bien que le patrimoine bâti littoral soit reconnu par 83% des français interrogés comme faisant partie du paysage littoral français, au même titre que le patrimoine naturel, seulement 49% des personnes attachées au littoral cite le patrimoine bâti comme l'une raison de cet attachement.

Parmi les monuments les plus remarquables cités, on trouve : le Mont-Saint Michel, les phares et les remparts/châteaux (Figure 8). A l'exception de ces trois monuments ou (catégories de monuments), peu d'autres constructions littorales sont citées par les personnes interrogées. En effet, il n'est fait que rarement référence aux témoins de l'histoire récente, ou de l'urbanisme moderne : bunker /blockhaus, éoliennes, digues, ports, ponts, villas balnéaires, immeubles côtiers (e.g. Grande Motte). Il semblerait donc que les constructions littorales n'ayant pas une valeur historique ou culturelle forte ne soient pas assimilées à du patrimoine bâti littoral. Cette observation est confirmée par la part importante de personnes qui considèrent le patrimoine bâti comme appartenant à la culture et à l'histoire nationale (à 88%) excluant ainsi ses fonctions architecturale ou encore économique.

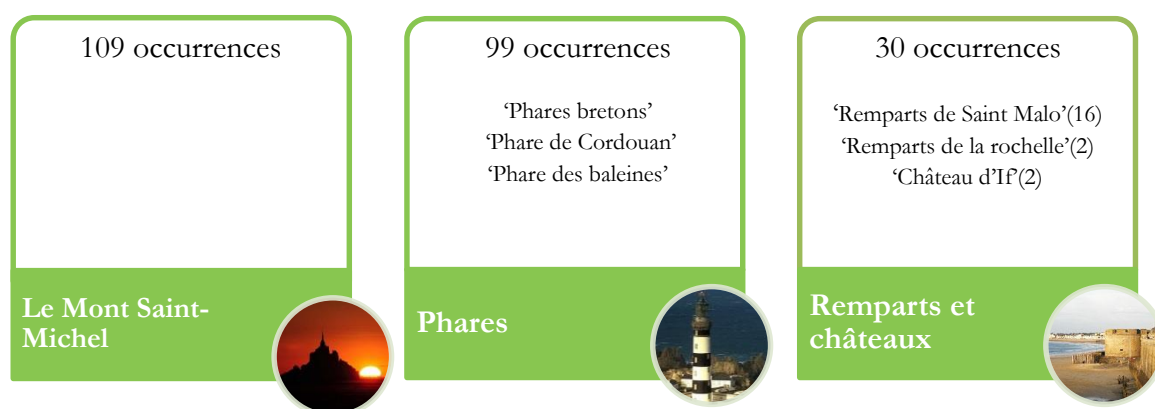


Figure 9 : Citez un monument/construction du littoral français particulièrement important/remarquable pour vous

2.4. Perception de la politique de protection du Conservatoire du Littoral

Sur 502 personnes interrogées, 84% sont sensibilisées à la protection de l'environnement au quotidien. Ce résultat ne fait pas apparaître de variation selon la région d'origine (région littorale versus région non littorale). Cependant, les régions PACA et Nord-Pas-de-Calais présentent une part de personnes sensibilisées à la protection de l'environnement plus faible que les autres régions : 76% et 67% des personnes interrogées sont sensibilisées à la protection de l'environnement au quotidien, respectivement.

Les personnes sensibilisées à la protection de l'environnement au quotidien sont généralement également plus soucieuses de pratiques respectueuses de l'environnement : 89% des personnes sensibilisées à la protection de l'environnement au quotidien trient leurs déchets (contre 88% pour l'ensemble de l'échantillon) et 57% achètent des produits biologiques (contre 55% pour l'ensemble de l'échantillon).

i) Les activités anthropiques perçues comme la principale menace pesant sur le littoral

88% des personnes interrogées pensent que le littoral français est en danger. Parmi elles, 61% considèrent que le patrimoine naturel est plus en danger que le patrimoine bâti (Tableau 3).

Tableau 3 : Quel patrimoine est selon vous le plus en danger?

Patrimoine naturel	61%
Patrimoine bâti	2%
Les deux	37%
Aucun des deux	0%

Parmi les menaces pesant sur ce littoral, le facteur humain (pollution, surpêche, sur-fréquentation touristique, urbanisation côtière) est considéré comme la principale menace pour 70% des français interrogés. C'est pourquoi, 86% des personnes interrogées pensent que les activités pratiquées en mer et sur le littoral influencent l'état de santé du patrimoine naturel littoral. Vient ensuite, le manque de volonté politique qui est la principale menace pesant sur le littoral pour 6% des français. Enfin les facteurs naturels (cyclones, houles, séismes) sont la principale menace pesant sur le littoral pour 8% des français mais également la plus faible menace pesant sur le littoral pour 35% des français (Figure 10).

Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -

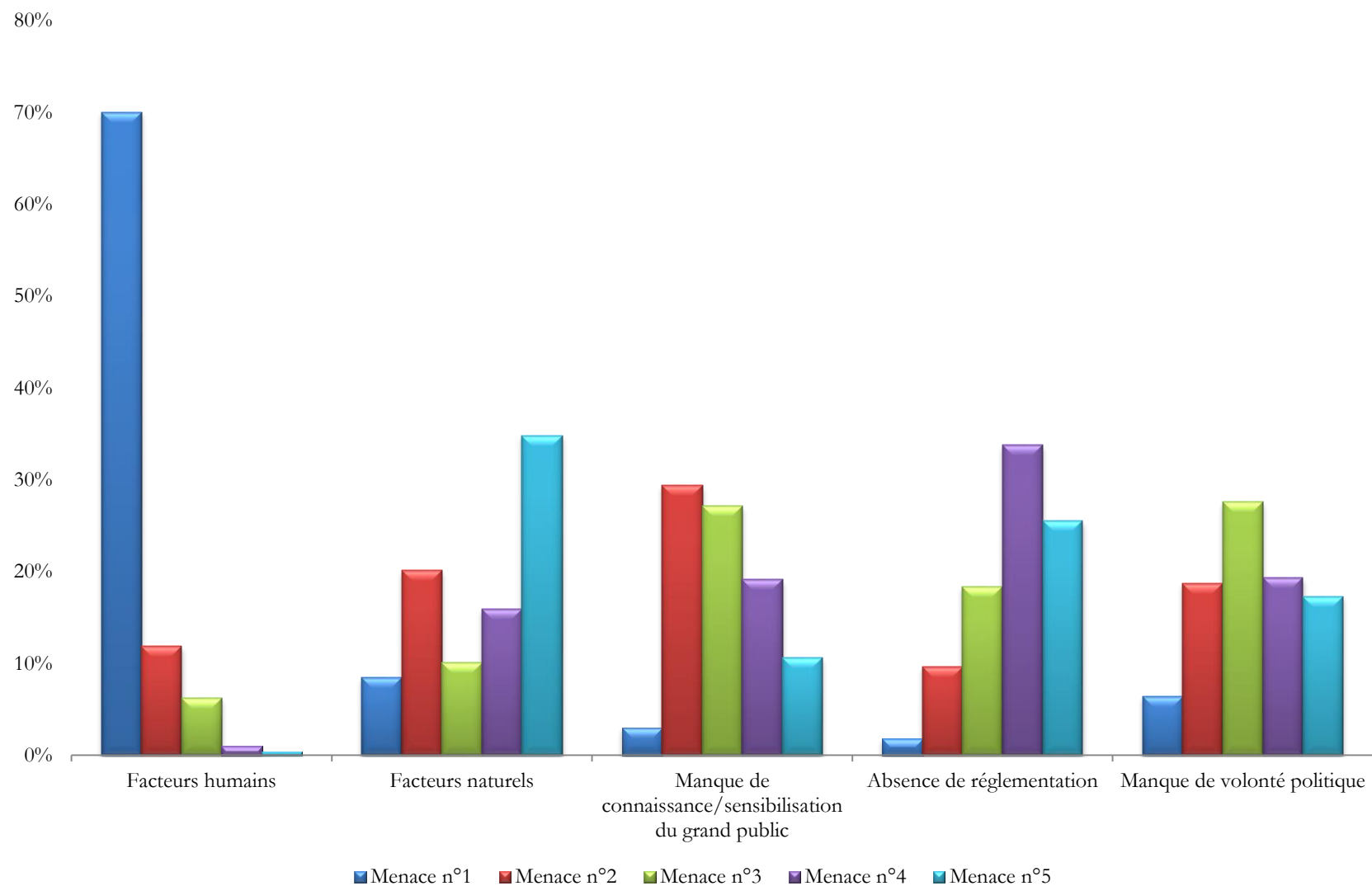


Figure 10 : Selon vous, quelles sont les principales menaces qui pèsent sur le littoral français?

ii) Une reconnaissance de la nécessité de mieux protéger le littoral

Parmi les personnes qui considèrent le littoral en danger, 89% se sentent concernées par cette dégradation. Il est à noter que 97% des personnes interrogées sont favorables à une plus grande protection du littoral, avec une importance plus grande donnée à la protection du patrimoine naturel (Tableau 4).

Tableau 4 : Indépendamment des activités que vous pratiquez, êtes-vous favorable à une plus grande/meilleure protection du littoral ?

Non	3%
Patrimoine naturel	26%
Patrimoine bâti	1%
Les deux	71%

iii) Perception des méthodes protection

Quatre méthodes de protection du littoral ont été proposées aux personnes interrogées : 40% des personnes interrogées préfèrent prioriser les actions de sensibilisation du grand public. 29% privilégient des méthodes de protection et restauration du patrimoine naturel. Leur choix repose sur des critères d'efficacité et de moindre impact sur l'environnement (Figure 11). L'intégration du patrimoine bâti au paysage naturel est la mesure de protection du littoral la moins priorisée par les personnes interrogées : 31% des personnes interrogées considèrent cette action comme la moins prioritaire.

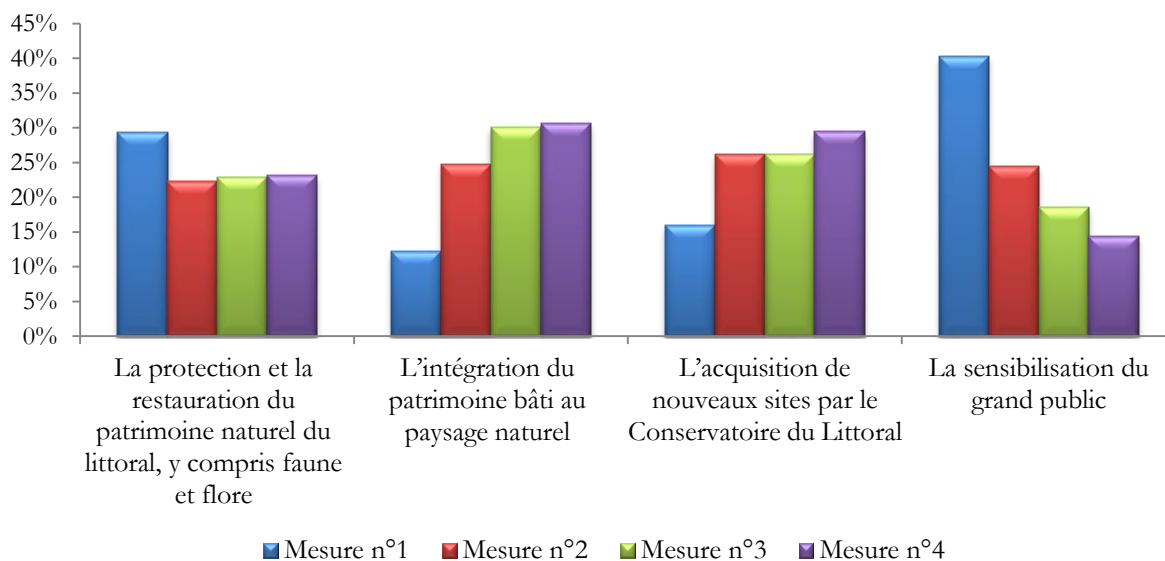


Figure 11 : Un ensemble de programmes et de mesures sont possibles pour protéger le littoral. Classez les 4 options de mesures possibles en fonction du degré de priorité que vous leur accordez.

Ces résultats témoignent de l'attachement des personnes interrogées pour les espaces littoraux naturels, non urbanisés, que ce soit pour des raisons patrimoniales ou économique (touristique) et donc de la nécessité pour la plupart de préserver l'existence de ces espaces naturels.

(a) Priorité de protection

En ce qui concerne le patrimoine naturel, les efforts supplémentaires de protection doivent être mis sur les plages en priorité, suivies de très près par côtes rocheuses. Bien que les marais, zones

humides et lagunes représentent une priorité de protection pour 37% des personnes interrogées, ils sont également les derniers habitats naturels à protéger pour un autre 37% des français interrogés (Figure 12).

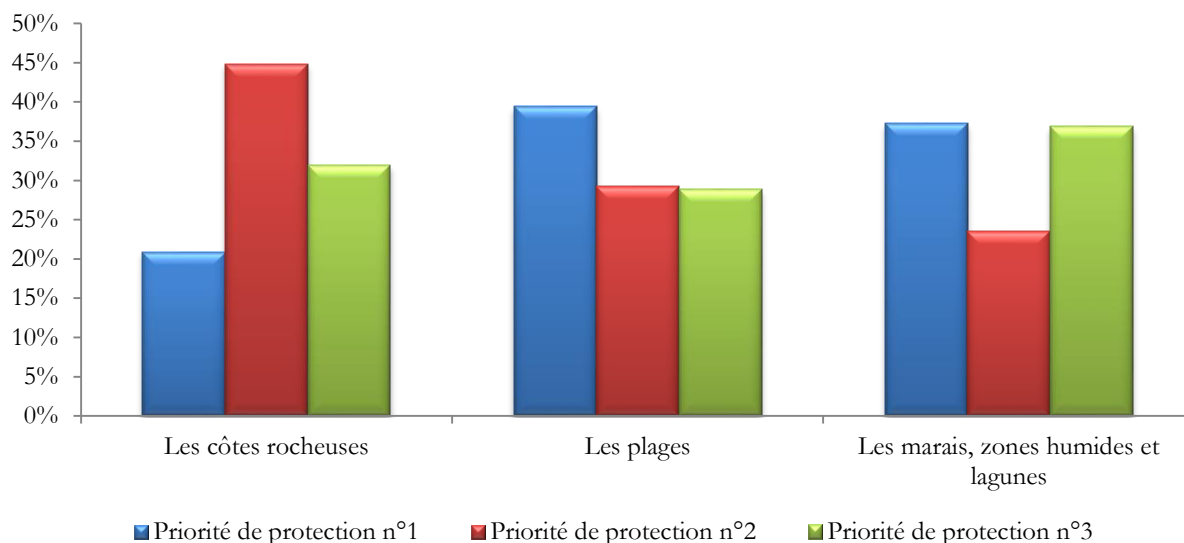


Figure 12 : Quel écosystème souhaiteriez-vous voir protégé en priorité dans votre scénario préféré ?

(b) Implication des usagers dans la protection du littoral

Le degré de connaissances des français dans la gestion du littoral est variable. Ainsi, 60% des personnes interrogées ont déjà entendu parler du Conservatoire du Littoral. Mais sur les personnes qui ont déclaré avoir déjà entendu parler du Conservatoire du Littoral seulement 40% ont réellement connaissance des missions du Conservatoire, à savoir l'acquisition et la restauration des espaces naturels du littoral.

94% des français interrogés seraient prêts à s'impliquer dans la protection du littoral : 68% seraient prêts à participer à des actions de nettoyage des plages, des estuaires et des fonds sous-marins ; 34% seraient prêts à participer à des actions de restauration du patrimoine bâti du littoral ; 36% seraient prêts à donner de l'argent pour financer la protection et la restauration du littoral ; enfin 44% seraient prêts à participer à des actions de sensibilisation du public.

Les pourcentages de réponse positive les plus élevés quant aux actions de nettoyage des plages, des estuaires et des fonds sous-marins apparaissent pour les habitants des régions littorales (

Tableau 5): la moyenne est à 74% pour les régions littorales contre 66% pour les régions non littorales. Ce premier résultat peut notamment être expliqué par l'accessibilité potentielle des sites pouvant faire l'objet d'une action pour les habitants de régions littorales. La même observation peut être faite pour les actions de restauration du patrimoine bâti du littoral : la moyenne de réponse positive est à 38% pour les régions littorales contre 27% pour les régions non littorales.

Tableau 5 : De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?

En **bleu**, les régions littorales

	Vous seriez prêt à participer à des actions de nettoyage des plages, des estuaires et des fonds sous-marins	Vous seriez prêt à participer à des actions de restauration du patrimoine bâti du littoral	Vous seriez prêt à donner de l'argent pour financer la protection et la restauration du littoral	Vous seriez prêt à participer à des actions de sensibilisation du public
Alsace	71%	14%	29%	36%
Aquitaine	78%	43%	47%	38%
Auvergne	55%	18%	36%	27%
Basse-Normandie	73%	27%	18%	55%
Bourgogne	64%	64%	27%	36%
Bretagne	86%	45%	45%	50%
Centre	50%	18%	27%	55%
Champagne-Ardenne	86%	14%	71%	29%
Corse	0%	0%	100%	0%
Franche-Comté	100%	40%	20%	60%
Haute-Normandie	83%	50%	33%	83%
Île-de-France	58%	36%	49%	40%
Languedoc-Roussillon	67%	37%	30%	48%
Limousin	60%	10%	20%	60%
Lorraine	53%	33%	33%	27%
Midi-Pyrénées	67%	25%	33%	47%
Nord-Pas-de-Calais	72%	44%	28%	39%
Pays de la Loire	65%	15%	20%	45%
Picardie	67%	42%	17%	33%
Poitou-Charentes	75%	31%	50%	56%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	76%	44%	44%	46%
Rhône-Alpes	65%	29%	24%	43%
France métropolitaine	68%	34%	37%	43%
Guadeloupe	100%	0%	0%	50%
Guyane	100%	0%	0%	0%
La Réunion	100%	100%	100%	100%
Mayotte	100%	100%	0%	100%
Moyenne régions littorales	74%	38%	33%	49%
Moyenne régions non littorales	66%	27%	34%	42%

Enfin 37% des français interrogés seraient prêts à contribuer financièrement à la protection du littoral. Les montants déclarés sont présentés Figure 13. Les montants déclarés varient entre 0 et 500€.

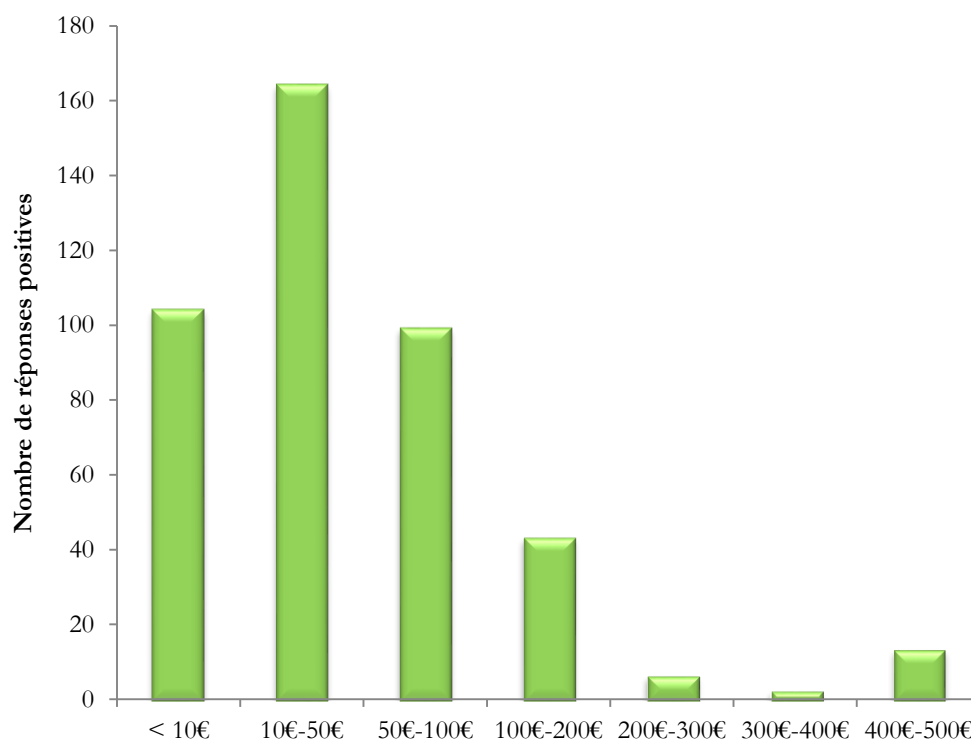


Figure 13 : A partir d'un certain niveau de dégradation, les activités que vous pratiquez sur le littoral ne seraient plus possibles. Pour éviter cela et continuer à pratiquer ces activités, combien seriez-vous prêt à donner pour le financement de mesures de gestion durable du littoral français ?

Il est intéressant de constater que parmi les personnes prêtes à donner de l'argent pour financer la protection et la restauration du littoral, seulement 20% des personnes pour qui le littoral est en danger font effectivement des dons ou sont actuellement membres d'une association de défense de l'environnement.

(c) Perception des modalités de financement

Dans l'hypothèse d'une participation financière des personnes interrogées, ces dernières optent à 39% pour la mise en place d'une contribution « environnement » à l'échelle nationale (Figure 14). Le recours à un organisme indépendant est le dernier moyen de paiement envisagé par les personnes interrogées.

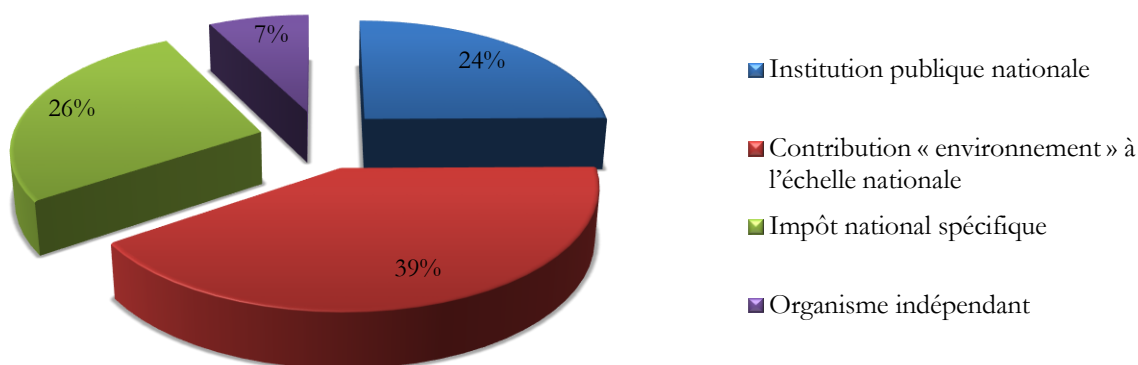


Figure 14: Pour financer la réalisation de ce scénario, quel serait le moyen de paiement le plus adapté selon vous ?

Les discussions menées hors enquête ont révélées une méconnaissance des modes de financement des actions du Conservatoire du Littoral. Cette méconnaissance peut impacter le consentement à payer des français interrogés qui supposent, dans certains cas, qu'une augmentation du budget alloués aux actions du Conservatoire, impacterait directement leurs impôts.

2.5. Analyse socioéconomique

i) Les 0-19 ans moins réceptifs à la question de protection du littoral

Bien que tout aussi conscient que leurs aînés de la dégradation du littoral, les 0-19 ans sont cependant moins nombreux (à 94% contre 97% en moyenne) à être favorable à une plus grande protection du littoral. Ceci peut s'expliquer par un attachement plus faiblement marqué au littoral : seulement 75% des 0-19 ans se disent attachés au littoral contre 89% en moyenne nationale tous âges confondus.

En termes de contribution volontaire, les 0-59 ans préfèrent une participation à des actions de nettoyage des plages, des estuaires et des fonds sous-marins. A partir de 50 ans, les personnes interrogées privilégieraient des actions de sensibilisation du public à 56% (Figure 15).

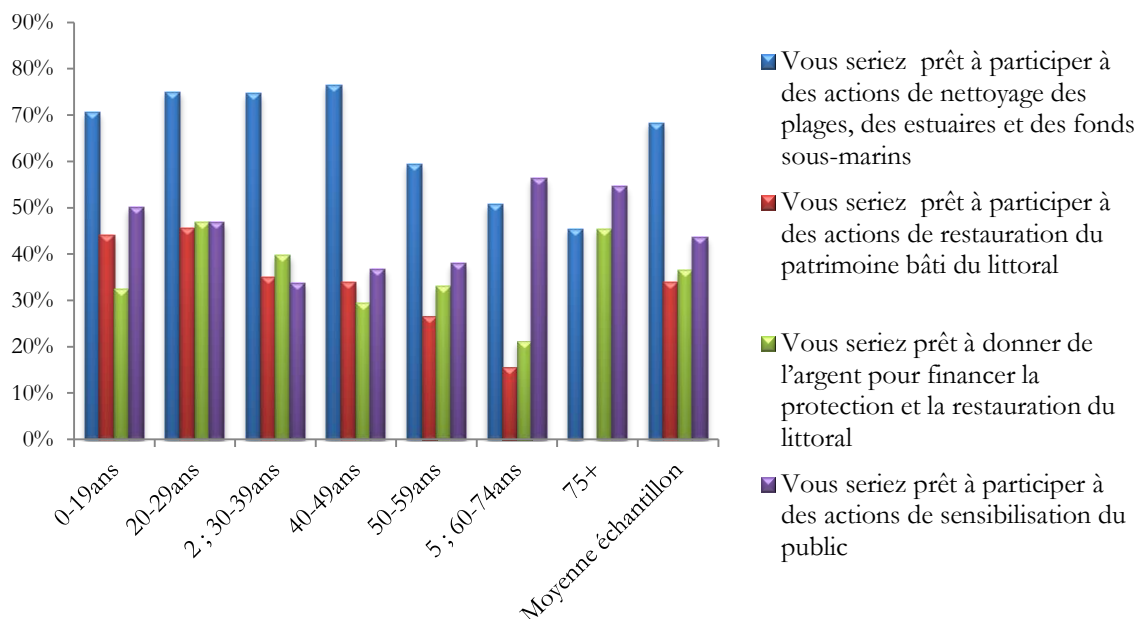


Figure 15 : De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?

ii) Les femmes sont plus sensibles que les hommes à l'amélioration de la qualité du littoral

91% de femmes interrogées se disent attachées au littoral contre 88% d'hommes. Les femmes seraient ainsi plus sensibles à la protection du littoral qu'elles sont plus nombreuses à penser en danger (94% contre 90% pour les hommes). Cette tendance est cependant plus marquée lorsqu'il s'agit de contribution financière : ainsi, 80% des femmes seraient prêtes à donner de l'argent pour financer la protection du littoral alors que seulement 37% des hommes seraient prêts à le faire. Dans les faits, il y a une plus grande proportion de femmes interrogées (15%) qui font en effet actuellement des dons ou sont membre d'une association de défense de l'environnement, que d'hommes interrogés (13%).

En termes de contribution volontaire, les femmes sont généralement plus nombreuses à vouloir s'investir quelle que soit la nature de l'action. La grande différence se situe au niveau des actions de sensibilisation : une plus grande part des femmes interrogées serait prête à participer à des actions de sensibilisations (57% contre 31% des hommes interrogés).

**Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -**

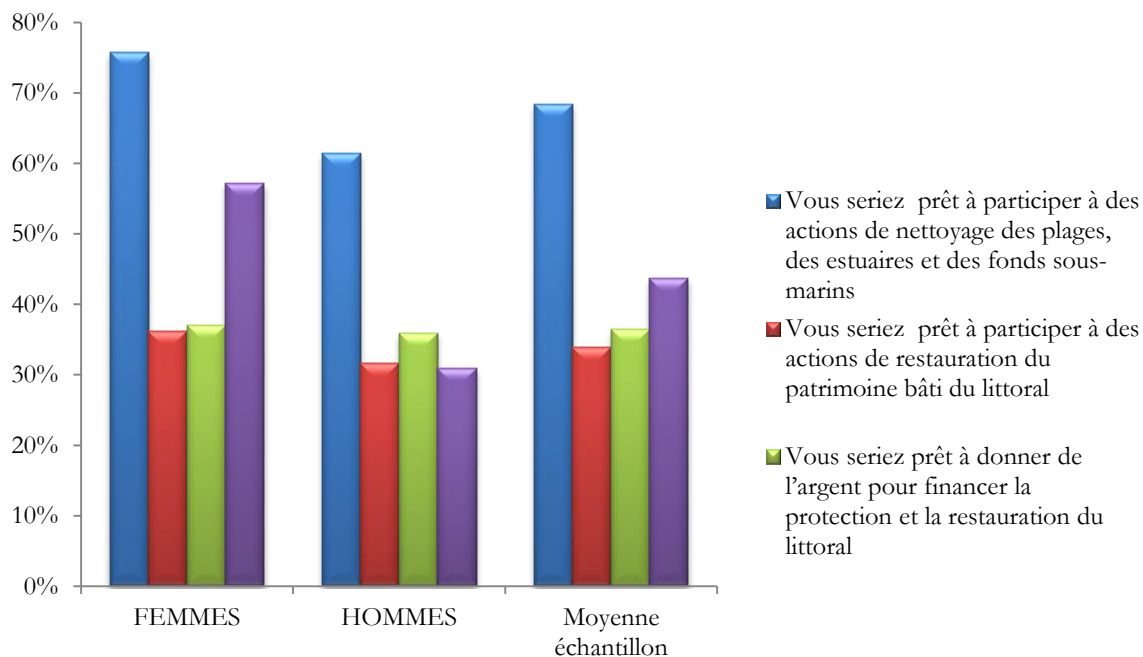


Figure 16 : De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?

iii) Une prise de conscience générale d'une dégradation du littoral et ce, quel que soit le niveau d'études

Quel que soit leur niveau d'études, au moins 85% des personnes interrogées pensent que le littoral est en danger (Figure 17). Cependant les diplômés de niveau supérieur à bac +2 sont plus nombreux à être prêts à contribuer financièrement à la protection du littoral (46% contre 38% en moyenne) et sont en effet plus nombreux à faire des dons ou à être membres d'association de défense de l'environnement (20% contre 14% en moyenne).

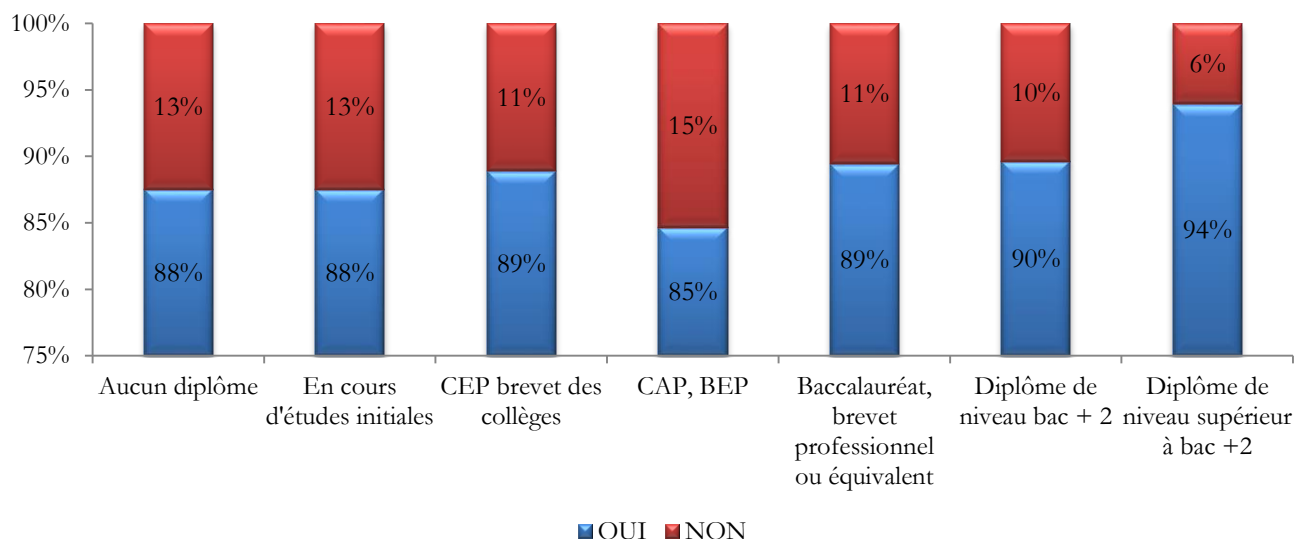


Figure 17 : Pensez-vous que le littoral français soit en danger (dégradation) ?

3. Résultats de l'analyse économétrique

Les résultats d'enquête ont mis en évidence, dans une première partie, des tendances quant à la perception qu'ont les Français du littoral français. Cette perception semble avoir une influence sur l'importance qu'ils accordent à sa protection et donc sur leur contribution à cette protection.

Dans un second temps, les résultats de la présente enquête permettent de fournir une évaluation de la valeur des bénéfices patrimoniaux des sites du Conservatoire au regard de l'importance que les français accordent aux différentes mesures de protection du littoral. En effet, les pressions immobilières, agricoles et naturelles qui s'exercent sur les espaces littoraux justifient l'intervention de pouvoirs publics au travers d'une acquisition du Conservatoire du Littoral et d'une gestion par ses partenaires. Or, au-delà de la connaissance des bénéfices patrimoniaux offerts par le littoral, il est nécessaire de connaître les bénéfices que provoquerait un changement des caractéristiques de cet espace. L'évaluation économique des bénéfices patrimoniaux du littoral que nous développons ici s'appuie sur la méthode des choix multi-attributs déjà présentées. Les français interrogés ont pu déclarer leurs préférences vis à vis de plusieurs hypothétiques scénarios de protection, illustrant chacun un mode de gestion et un niveau d'acquisition du littoral français par le Conservatoire. Ces préférences sont analysées dans une première partie. Dans une seconde partie, un modèle économique est proposé afin de produire les prix implicites des différents attributs de protection considérés et permet d'en déduire les surplus attendus des différentes actions de protection potentiels, la stratégie d'action du Conservatoire incluant, en effet, plusieurs attributs simultanément.

3.1. Analyse des préférences pour les scénarii

Le premier avantage de la méthode multi-attributs a été de décomposer le patrimoine littoral en plusieurs attributs, déterminés sur la base d'avis d'experts, et d'établir l'ordre de préférences des différents attributs pour les personnes enquêtées, ainsi que les variables explicatives de ces choix.

Une analyse économétrique a été conduite grâce au logiciel Limdep pour étudier les préférences des personnes interrogées. Les résultats de cette analyse sont présentés en annexe 2. Ceux-ci montrent en particulier que le modèle multi-attributs construit est robuste et assez bien spécifié ($R^2=0,15$).

Les coefficients associés aux attributs sont tous statistiquement significatifs aux niveaux classiquement requis (inférieure à 1%). Ceci confirme la pertinence de ces critères de qualification de la valeur de non-usage du littoral français aux yeux des personnes interrogées.

Variables	Coefficient	Significativité
Attribut Surface acquise	0,22	<1%
Attribut Naturalité	0,35	<1%
Attribut Intégration terre-mer	1,35	<1%
Constante alternative 1	-5,44	<1%
Constante alternative 2	-4,89	<1%

L'analyse des préférences pour les scénarii révèle qu'une large majorité des personnes interrogées ont une préférence marquée pour voir les attributs de non-usage du littoral s'améliorer dans l'avenir : moins de 1% des personnes interrogées ont systématiquement choisi le scénario statu quo sur l'ensemble de l'expérience, exprimant ainsi un refus de cet état de non mise en œuvre de la Stratégie à long-terme du Conservatoire du Littoral et donc de dégradation des sites littoraux.

Pour les quelques personnes ayant privilégiées le statu quo, la raison la plus souvent évoquée est l'importance des impôts et des taxes déjà payés.

L'ordre des préférences des personnes interrogées pour les attributs est clairement établi : le critère de « préservation du lien terre-mer » ressort largement en tête. Il pèse cinq fois plus lourd dans le choix que les deux autres attributs non monétaires. Les deux autres attributs « Naturalité » et « Surface acquise » arrivent ensuite, avec une importance comparable.

Le coût pèse négativement sur le choix (conformément aux attentes, puisqu'il matérialise la contrainte budgétaire des individus). Ainsi, plus le coût est élevé, plus les personnes interrogées renoncent à des scénarii qui améliorent la qualité du littoral. En d'autres termes, toute chose égale par ailleurs, la satisfaction des répondants diminue proportionnellement à l'augmentation du coût associé à l'amélioration des attributs de non-usage du littoral.

La constante propre à chaque alternative pèse lourd. Elle traduit l'influence de facteurs non-observés et est ici associée au scénario de référence (statu quo). Elle laisse supposer que le scénario de référence influence fortement et négativement les préférences pour une amélioration (à chaque proposition, le statu quo est choisi plus d'une fois sur dix statistiquement, ce qui n'est pas négligeable).

Seize variables individuelles explicatives ont été retenues pour expliquer le modèle (c'est-à-dire les préférences des personnes interrogées), la quasi-totalité étant significatives à 1%. A noter, certaines variables pressenties *a priori* ont finalement été écartées du modèle car non significatives. En particulier, la variable liée à l'usage du littoral (pratique d'une activité sur le littoral au moins une fois dans l'année) n'influence pas significativement le choix des répondants pour un scénario ou un autre. De même, les deux variables liées au lieu de résidence ne se sont pas révélées pertinentes : résident ou non d'une commune littorale et ancienneté de résidence sur le littoral). Ce résultat montre qu'il n'y a pas de différence entre résidents et non-résidents de communes littorales dans la construction des préférences pour le non-usage du littoral.

Ces résultats permettent d'affirmer que sur la base de notre enquête, nul n'est besoin de connaître le littoral, d'y pratiquer une activité ou d'y habiter pour lui reconnaître des valeurs de non-usage.

Sur les 16 variables retenues dans notre modèle, 10 sont explicatives et peuvent être regroupées en trois catégories :

- Les variables liées à l'attitude et au niveau de connaissance vis-à-vis des enjeux environnementaux³
 - l'attachement au littoral : l'attachement influence positivement le choix des répondants
 - la connaissance de traditions culturelles : la connaissance de traditions culturelles influence positivement les préférences des individus
 - le tri des déchets : les personnes qui trient leurs déchets sont plus enclines à opter pour un scénario d'amélioration de l'état du littoral
 - les personnes favorables à une protection
- Les variables liées à l'importance accordées aux différents attributs *a priori*⁴ :
 - Parmi les critères de choix considérés en priorité à la présentation des scénarii, les résultats montrent que le critère « Intégration » pèse de manière prépondérante

³ Il était attendu que la variable DANGER (estimation du risque de dégradation du littoral) ait un impact sur les choix des individus. Il résulte finalement que ce critère n'explique pas les préférences.

⁴ Le critère de naturalité n'a pas été retenu pour spécifier le modèle (variable non significative).

dans le choix des personnes interrogées. Ce critère a été regardé en premier, avant le critère de « Surface ».

- Il a été accordé relativement moins d'importance au critère « Coût », qui a donc moins influencé la décision que les deux autres, selon les dires des personnes interrogées.
- les variables socio-économiques :
 - le sexe : les femmes sont plus sensibles que les hommes à l'amélioration de la qualité du littoral.
 - L'âge : plus l'individu est âgé, moins il est sensible aux valeurs de non-usage du littoral
 - Les diplômes : plus le niveau de formation est élevé, plus l'individu est sensible à la protection du littoral
 - Le salaire : le niveau de revenu influence positivement le choix des répondants en faveur d'une amélioration du littoral. Autrement dit, plus les personnes interrogées ont un revenu mensuel net élevé, plus elles sont enclines à voir les attributs du littoral s'améliorer.

3.2. Calcul des bénéfices patrimoniaux de la protection du Conservatoire

Les préférences exprimées ne peuvent pas être utiles sous une forme descriptive aux décideurs. Il a donc fallu construire des indicateurs monétaires qui pouvaient permettre de souligner les importances relatives que les individus accordent aux différentes caractéristiques/attributs de la protection. Le second avantage de la méthode multi-attributs a donc été de permettre de mesurer la variation monétaire du bien-être engendrée par l'amélioration des attributs de non-usage.

En calculant la sensibilité des attributs non-monétaire au coût, il a été possible de dériver les valeurs accordées par les répondants à l'amélioration de chaque critère indépendamment. Ces valeurs (dites « marginales » car relative à chacun des attributs) sont exprimées en euros par personne et par an. La valeur marginale pour chaque attribut est la suivante :

- **Attribut « Surface » = 0,81 € par personne et par an**
- **Attribut « Naturalité » = 1,30 € par personne et par an**
- **Attribut « Intégration terre-mer » = 5 € par personne et par an**

Si on regarde la situation par attributs, on remarque que le coût que les français interrogés sont prêts à mettre dans la protection du littoral est plus sensible à l'attribut « préservation du lien terre-mer », ce dernier étant l'objet de la valeur la plus élevée : 5 € par an.

On en déduit en effet la valeur totale de non-usage comme une amélioration simultanée des trois attributs non-monétaires, rapportée à la part de la population française au-dessus de 18 ans. On obtient alors :

Bénéfices patrimoniaux de la protection du Conservatoire = 279,8 millions d'euros par an

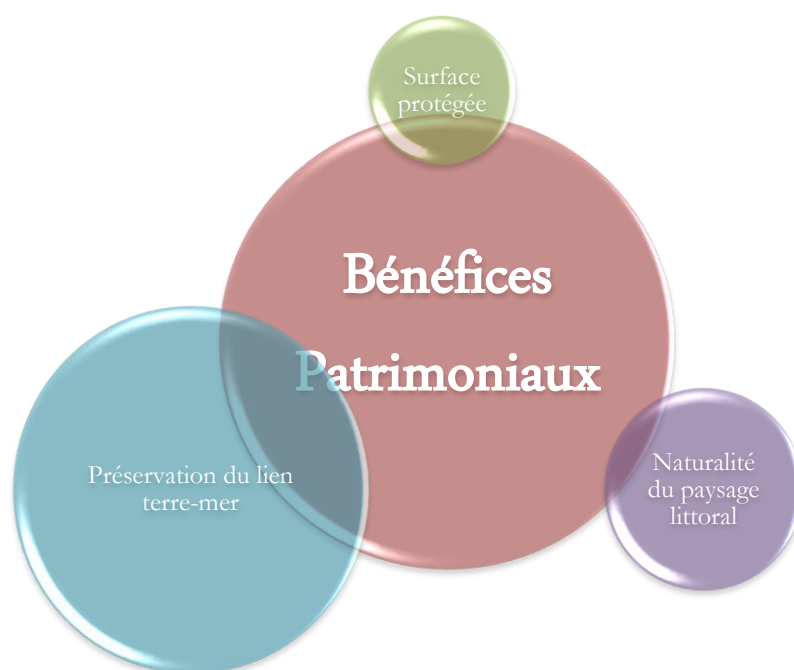


Figure 18: Contribution des attributs de l'enquête aux bénéfices patrimoniaux du littoral français

Cette valeur de non-usage quantifie l'attachement de l'ensemble de la population française à l'action du Conservatoire. A titre de comparaison, elle représente **plus de 7,5 fois le budget associé à l'action du Conservatoire**, évalué à 50 millions d'euros par an.

Ces résultats fournissent un éclairage important sur la volonté des français de voir leur littoral protégé, aujourd'hui et à l'avenir. Ces valeurs sont des indicateurs monétaires utiles au décideur puisqu'ils permettent de quantifier les bénéfices procurés par la politique de protection du Conservatoire aux Français, indépendamment de l'usage qu'ils font du littoral.

Ces bénéfices s'apprécient principalement au regard de l'intégration du lien terre-mer : une transition douce est l'élément le plus important pour la perception du littoral par les français, et **la politique de renaturation et de reconnexion maritime portée par le Conservatoire semble revêtir une importance toute particulière dans la perception du littoral par les français**. Les enjeux de reconnexion maritime, souvent bloqués en raison de conflits fonciers locaux, dépassent en fait largement l'échelle géographique de leur mise en œuvre. Ces questions devraient donc être considérées par le décideur comme un enjeu de portée plus large.

BIBLIOGRAPHIE

Galiana, E., Desmet, M. L., Joris, A., Labescat, G., Maud'Hui, P. 2014. Panorama du tourisme littoral. Cahier 2 : les clientèles. Perceptions, attentes et pratiques. Collection « Destinations littorales ». Atout France. Septembre 2014. 231 pages.

Le Moël, B., 2014. Pré-étude sur les valeurs de non-usage du littoral français, Pieds nus, Conservatoire du Littoral, novembre 2014.

Vertigo Lab, 2015. Résultats de l'enquête qualitative sur les valeurs de non-usage du littoral.

Observatoire National de la Mer et du Littoral (ONML). 2012. Les Français et la mer : perceptions et attachements. 6 pages. http://littoral.aquitaine.fr/IMG/pdf/fiche-les-fran_c3_a7ais-et-la-mer2.pdf

ANNEXE 1: QUESTIONNAIRE

INTRODUCTION

« Cette enquête a pour objectif de recueillir la perception des résidents et des touristes sur le littoral français (patrimoine naturel et patrimoine bâti) et sur les programmes de protection de ces espaces menés par le Conservatoire du Littoral.

Cette enquête fait partie d'une importante étude qui cherche à estimer les bénéfices sociaux et économiques de la politique de protection du Conservatoire du Littoral. Les résultats obtenus pourront contribuer à guider les choix de gestion du Conservatoire. La réalisation de cette étude, à l'initiative du Conservatoire du Littoral, a été confiée à Vertigo Lab.

Il n'est pas nécessaire de pratiquer des activités en lien avec le littoral, ni d'avoir des connaissances particulières sur les questions de patrimoine naturel ou bâti ni sur la protection de l'environnement pour répondre à ce questionnaire.

Le questionnaire est anonyme et les réponses données sont strictement confidentielles. Il est cependant essentiel que vous répondiez à ce questionnaire le plus sérieusement possible afin que les résultats servent efficacement à orienter les programmes de conservation à venir. Au total, 500 répondants sont choisis au hasard et enquêtés à travers toute la France métropolitaine.

Le temps nécessaire pour répondre à ce questionnaire est de 15 minutes.

Je vous remercie de votre participation. »

PARTIE 1 : PARTAGEZ VOTRE OPINION

« Nous allons commencer par parler du littoral français. Celui-ci inclut le patrimoine naturel et le patrimoine bâti de la métropole comme des territoires d'outre-mer»

D'abord, quelques informations générales pour décrire votre lien au littoral

Q1. Êtes-vous résident d'une commune littorale ?

Oui : ☐ Non : ☐

Q2. (Si oui à Q1) Depuis combien de temps résidez-vous dans cette commune ?

Nombre d'années : _____

Q3. Diriez-vous que vous êtes attaché au littoral ?

Oui : ☐ Non : ☐

Q4. (si oui à Q3) Pour quelles raisons ?

	Oui	Non
Parce que vous y avez de la famille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parce que vous y travaillez	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parce que vous êtes sensible à l'esthétique de ses paysages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parce que vous êtes attaché à son patrimoine bâti (forts, phares, remparts ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parce que vous aimez son climat et son cadre de vie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parce que vous êtes attaché à sa culture, son art et son histoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parce que vous aimez son milieu marin, ses plages et ses îles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Q5. Connaissez-vous des traditions culturelles qui se rapportent au littoral français ?

Oui : ☐ Non : ☐

Q6. (Si oui à Q5) lesquelles ?

Réponselibre : _____

Q7. (Si oui à Q5) Sont-elles encore vivantes ?
Oui : ☐ Non : ☐

Q8. Connaissez-vous des expressions de la langue française qui se rapportent au littoral ?
Oui : ☐ Non : ☐

Q9. (Si oui à Q8) Lesquelles ?
Réponselibre : _____

Q10. Pratiquez-vous, au moins une fois dans l'année, une activité liée au littoral (ex : pêche, baignade, plongée, randonnée...)?
Oui : ☐ Non : ☐

Q11. De manière générale, entendez-vous parler de la protection de l'environnement dans votre vie de tous les jours ?
Oui : ☐ Non : ☐

Q12. Vous reconnaissez-vous dans les affirmations suivantes ?	Oui	Non
Je trie mes déchets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
J'achète des produits biologiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je fais des dons ou je suis membre d'une association de défense de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je travaille dans le secteur de l'environnement ou mon métier dépend du bon état de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Concentrons nous sur le patrimoine naturel du littoral
« On entend par 'patrimoine naturel du littoral' les espaces naturels côtiers et marins, comme les marais, les plages et les côtes rocheuses, y compris la faune et la flore qui les peuplent »

Q13. Pouvez-vous dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
Le patrimoine naturel littoral est vivant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les activités pratiquées en mer et sur le littoral n'influencent pas l'état de santé du patrimoine naturel littoral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les lagunes et marais littoraux contribuent à protéger la côte contre les inondations, les tempêtes et les vagues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La végétalisation des plages protège la côte de l'érosion et de l'ensablement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le patrimoine naturel littoral est source de biodiversité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Q14. Citez un site naturel littoral français particulièrement important/remarquable pour vous :

Parlons maintenant du patrimoine bâti du littoral
« Je vous rappelle qu'on entend par 'patrimoine bâti' les monuments et constructions d'intérêt historique, architectural ou culturel présents sur le littoral, comme les forts, les phares, les remparts, etc »

Q15. Pouvez-vous dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
--	-----------------	---------------------

Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
- 2015 - Vertigo Lab -

Le patrimoine bâti littoral appartient à la culture et à l'histoire nationale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le patrimoine bâti résiste aux dégradations naturelles et humaines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le patrimoine bâti fait partie du paysage littoral français, au même titre que le patrimoine naturel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'accès au patrimoine bâti du littoral devrait être réservé à certains seulement (ex : résidents de communes littorales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le patrimoine bâti du littoral ne mérite pas d'être préservé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Q16. Citez un monument/construction du littoral français particulièrement important/remarquable pour vous :

Parlons de la protection du littoral français maintenant

Q17. Pensez-vous que le littoral français soit en danger (dégradation) ?

Oui : ☐ Non : ☐ Vous ne savez pas : ☐

Q18. (si oui à Q17) Lequel est le plus en danger ?

Le patrimoine naturel : ☐ Le patrimoine bâti : ☐ Les deux : ☐

Q19. (Si oui à Q17) Selon vous, quelles sont les principales menaces? (Classez les 5 menaces selon leur ordre d'importance, 1 étant le plus important)

- ___ Facteurs humains (pollution, surpêche, sur-fréquentation touristique, urbanisation côtière)
- ___ Facteurs naturels (cyclones, houle, séismes)
- ___ Manque de connaissance/sensibilisation du grand public
- ___ Absence de réglementation
- ___ Manque de volonté politique

Q20. (Si oui à Q17) Vous sentez-vous affecté par la dégradation du patrimoine naturel et bâti du littoral ?

Oui : ☐ Non : ☐

Q21. A partir d'un certain niveau de dégradation, les activités que vous pratiquez sur le littoral ne seraient plus possibles. Pour éviter cela et continuer à pratiquer ces activités, combien seriez-vous prêt à donner pour le financement de mesures de gestion durable du littoral français ?

Montant (euros/an): _____

Q22. Plus généralement, indépendamment des activités que vous pratiquez, êtes-vous favorable à une plus grande/meilleure protection du littoral ?

- ☐ Oui, du patrimoine naturel seulement
- ☐ Oui, du patrimoine bâti seulement
- ☐ Oui, du patrimoine naturel et bâti
- ☐ Non

Q23. (Si oui à Q22) Pour quelle raison ? (donnez un pourcentage d'importance à chacune de ces 2 raisons, ex 40% et 60%, ou bien 20% et 80%)

- _____ Vous pensez qu'il est important que les générations futures puissent elles-aussi connaître le littoral français tel que vous le connaissez
- _____ Vous jugez que le littoral mérite tout simplement d'être protégé pour lui-même, en tant que patrimoine

Q24. (Si oui à Q22) De quelle manière préféreriez-vous contribuer à une meilleure protection du littoral français ?

Oui Non

**Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -**

Vous seriez prêt à participer à des actions de nettoyage des plages, des estuaires et des fonds sous-marins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vous seriez prêt à participer à des actions de restauration du patrimoine bâti du littoral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vous seriez prêt à donner de l'argent pour financer la protection et la restauration du littoral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vous seriez prêt à participer à des actions de sensibilisation du public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre proposition ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Q25. Avez-vous entendu parler du Conservatoire du Littoral ?
 Oui : ☐ Non : ☐

Q26. Laquelle de ces 3 définitions qualifie le mieux le Conservatoire du Littoral selon vous ? (une seule réponse possible)

☐ Etablissement public intervenant sur l'acquisition de foncier littoral et la restauration de patrimoine

☐ Etablissement public chargé de mettre en place des mesures réglementaires de protection (lois, arrêtés, sites classés...)

☐ Etablissement public chargé de la gestion de sites naturels (contrats Natura 2000, mesures agro-environnementales...)

PARTIE 2 : DONNEZ VOTRE AVIS SUR LES SCENARII D'EVOLUTION POSSIBLES

FILM

Proposition 1	Scenario A <input type="checkbox"/>	Scenario B <input type="checkbox"/>	Statu quo <input type="checkbox"/>
Proposition 2	Scenario C <input type="checkbox"/>	Scenario D <input type="checkbox"/>	Statu quo <input type="checkbox"/>
Proposition 3	Scenario E <input type="checkbox"/>	Scenario F <input type="checkbox"/>	Statu quo <input type="checkbox"/>
Proposition 4	Scenario G <input type="checkbox"/>	Scenario H <input type="checkbox"/>	Statu quo <input type="checkbox"/>
Proposition 5	Scenario I <input type="checkbox"/>	Scenario J <input type="checkbox"/>	Statu quo <input type="checkbox"/>
Proposition 6	Scenario K <input type="checkbox"/>	Scenario L <input type="checkbox"/>	Statu quo <input type="checkbox"/>

Q27. Quels sont les critères que vous avez considérés en priorité pour faire votre choix parmi les scénarios ? (Classez les 4 critères selon leur ordre d'importance, 1 étant le plus important)

_____ La surface couverte par les sites du Conservatoire du Littoral

_____ La naturalité du littoral

_____ L'interface terre-mer

_____ Le coût

Q28. (Si vous avez toujours choisi le statu quo) Pour quelle raison ? (une seule réponse possible)

☐ Vous considérez que vous payez déjà suffisamment de taxes et vous préféreriez un autre moyen de paiement (ex : contribution volontaire)

☐ Vous aimeriez contribuer mais vous n'en avez pas les moyens ou le temps

☐ Vous considérez que ce n'est pas à vous de payer pour un programme de gestion et de conservation

☐ Vous faites déjà d'autres efforts ou d'autres dons pour la protection de l'environnement

- ☐ Vous ne vous sentez pas concerné par le littoral français
- ☐ Vous êtes satisfait par l'état actuel du littoral français et vous jugez qu'il n'est pas utile de mettre en œuvre des mesures spécifiques de gestion et de conservation
- ☐ Vous ne savez pas quelle option choisir ou vous n'avez pas assez d'information pour vous décider

Q29. Si vous ne deviez retenir qu'un seul scénario parmi les 6 que vous avez sélectionnés, lequel choisiriez-vous ?

Scénario préféré : _____

Q30. (si scénario préféré ≠ statu quo) Pour que ce scénario se réalise, un ensemble de programmes et de mesures sont possibles. Classez les 4 propositions suivantes en fonction du degré de priorité que vous leur accordez (1 étant le plus prioritaire) ?

- _____ La protection et la restauration du patrimoine naturel du littoral, y compris faune et flore
- _____ L'intégration du patrimoine bâti au paysage naturel
- _____ L'acquisition de nouveaux sites par le Conservatoire du Littoral
- _____ La sensibilisation du grand public

Q31. (si scénario préféré ≠ statu quo) Quel écosystème souhaiteriez-vous voir protégé en priorité dans votre scénario préféré ? (Classez les 3 écosystèmes selon leur ordre de priorité, 1 étant le plus prioritaire)

- _____ Les côtes rocheuses
- _____ Les plages
- _____ Les marais, zones humides et lagunes

Q32. (si scénario préféré ≠ statu quo) Pour financer la réalisation de ce scénario, quel serait le moyen de paiement le plus adapté selon vous ?

- ☐ Impôt national spécifique pour la préservation du littoral
- ☐ Contribution « environnement » à l'échelle nationale sur le paiement de l'électricité ou de l'eau, sur la taxe d'habitation ou autre
- ☐ Contribution volontaire à une institution publique nationale chargée de mettre en place les programmes de protection (ex : Conservatoire du Littoral)
- ☐ Contribution volontaire à un organisme indépendant chargé de redistribuer l'argent (ex : association environnementale)
- ☐ Autre, préciser : _____

PARTIE 3 : DONNEZ-NOUS PLUS DE DETAILS SUR VOUS

« Pour terminer, nous avons besoin de quelques détails sur vous. Nous savons que ces informations peuvent vous paraître délicates, mais soyez sûrs qu'elles resteront strictement confidentielles »

Q33. Quel est votre sexe ?

Féminin : ☐ Masculin : ☐

Q34. A quelle tranche d'âge appartenez-vous ?

- ☐ 0-19 ☐ 20-29 ☐ 30-39 ☐ 40-49 ☐ 50-59 ☐ 60-74 ☐ 75+

Q35. Dans quelle région résidez-vous ?

- ☐ Alsace
- ☐ Aquitaine
- ☐ Auvergne
- ☐ Basse-Normandie
- ☐ Bourgogne
- ☐ Bretagne
- ☐ Centre
- ☐ Champagne-Ardenne
- ☐ Corse
- ☐ Franche-Comté

- ☐ Guadeloupe
- ☐ Guyane
- ☐ Haute-Normandie
- ☐ Île-de-France
- ☐ La Réunion
- ☐ Languedoc-Roussillon
- ☐ Limousin
- ☐ Lorraine
- ☐ Martinique
- ☐ Mayotte
- ☐ Midi-Pyrénées
- ☐ Nord-Pas-de-Calais
- ☐ Pays de la Loire
- ☐ Picardie
- ☐ Poitou-Charentes
- ☐ Provence-Alpes-Côte d'Azur
- ☐ Rhône-Alpes

Q36. Combien de personnes de votre foyer (y compris vous-même) ?

Nombre total de personnes : ____

Nombre d'enfants de moins de 18 ans : ____

Q37. Quelle est votre profession ?

- ☐ Agriculteurs exploitants
- ☐ Artisans
- ☐ Commerçants et assimilés
- ☐ Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus
- ☐ Professions libérales et assimilés
- ☐ Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques
- ☐ Cadres d'entreprise
- ☐ Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés
- ☐ Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
- ☐ Techniciens
- ☐ Contremaîtres, agents de maîtrise
- ☐ Employés de la fonction publique
- ☐ Employés administratifs d'entreprise
- ☐ Employés de commerce
- ☐ Personnels des services directs aux particuliers
- ☐ Ouvriers qualifiés
- ☐ Ouvriers non qualifiés
- ☐ Ouvriers agricoles
- ☐ Anciens agriculteurs exploitants
- ☐ Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise
- ☐ Anciens cadres et professions intermédiaires
- ☐ Anciens employés et ouvriers
- ☐ Chômeurs n'ayant jamais travaillé
- ☐ Etudiants
- ☐ Inactifs divers (autres que retraités)

Q38. Quel est votre diplôme le plus élevé ?

- ☐ Aucun diplôme
- ☐ En cours d'études initiales

**Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -**

- ☐ CEP brevet des collèges
- ☐ CAP, BEP
- ☐ Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent
- ☐ Diplôme de niveau bac + 2
- ☐ Diplôme de niveau supérieur à bac +2

Q39. Dans quelle tranche de revenu mensuel net se situe votre ménage ?

- ☐ Moins de 1 000 euros
- ☐ Entre 1 000 et 1 500 euros
- ☐ Entre 1 500 et 3 000 euros
- ☐ Entre 3 000 et 4 500 euros
- ☐ Entre 4 500 et 5 000 euros
- ☐ Entre 5 000 et 6 500 euros
- ☐ Plus de 6 500

Q40. Pour terminer, qu'avez-vous pensé de ce questionnaire ?

- ☐ Clair
- ☐ Complicé
- ☐ Ne sais pas

« Merci d'avoir participé à ce questionnaire, votre contribution sera extrêmement utile pour orienter la politique de conservation du littoral français »

ANNEXE 2: RÉSULTATS DE L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE (LIMDEP)

DISCRETECHOICE;Lhs=CHOIX;Choices=1,2,3;Rhs=ATTSUR,ATTNAT,ATTINTE,ATTCT;Rh2=ONE,ATTLIT,TRAV,TRACUL,TRACULVI,DECH,ETATSANT,VEGE,OKPROTEC,SURFACE,INTEGR,COUT,SEX,AGE,DIPL,SALAIRE;Describe\$

```
+-----+
| Discrete choice and multinomial logit models |
+-----+
Normal exit from iterations. Exit status=0.
```

```
+-----+
| Discrete choice (multinomial logit) model |
| Maximum Likelihood Estimates |
| Model estimated: Mar 18, 2015 at 10:48:19AM. |
| Dependent variable Choice |
| Weighting variable None |
| Number of observations 2994 |
| Iterations completed 7 |
| Log likelihood function -2352.184 |
| Number of parameters 32 |
| Info. Criterion: AIC = 1.59264 |
| Finite Sample: AIC = 1.59288 |
| Info. Criterion: BIC = 1.65682 |
| Info. Criterion:HQIC = 1.61573 |
| R2=1-LogL/LogL* Log-L fncn R-sqrd RsqAdj |
| Constants only -2768.0077 .15022 .14566 |
| Chi-squared[34] = 831.64718 |
| Prob [ chi squared > value ] = .00000 |
| Response data are given as ind. choice. |
| Number of obs.= 2994, skipped 0 bad obs. |
+-----+
```

```
+-----+
| Notes No coefficients=> P(i,j)=1/J(i). |
| Constants only => P(i,j) uses ASCs |
| only. N(j)/N if fixed choice set. |
| N(j) = total sample frequency for j |
| N = total sample frequency. |
| These 2 models are simple MNL models. |
| R-sqrd = 1 - LogL(model)/logL(other) |
| RsqAdj=1-[nJ/(nJ-nparm)]*(1-R-sqrd) |
| nJ = sum over i, choice set sizes |
+-----+
```

Variable	Coefficient	Standard Error	b/St.Er.	P[Z >z]
ATTSUR	.21613030	.06646203	3.252	.0011
ATTNAT	.34731312	.08514151	4.079	.0000
ATTINTE	1.35176110	.06983469	19.357	.0000
ATTCT	-.27258799	.02046817	-13.318	.0000
A_1	-5.43604564	.74411002	-7.305	.0000
1_ATT1	.70671655	.20646123	3.423	.0006
1_TRA1	.17891095	.07858091	2.277	.0228
1_TRA1	.17891095	.07858091	2.277	.0228
1_TRA1	.17891095	.07858091	2.277	.0228
1_DEC1	.59975479	.19487248	3.078	.0021
1_ETA1	-.91650614	.27664633	-3.313	.0009

**Estimation des bénéfices patrimoniaux de la protection sur les sites du Conservatoire du Littoral
– 2015 - Vertigo Lab -**

1_VEG1		.40193962	.16863799	2.383	.0172
1_OKP1		.15527422	.07198884	2.157	.0310
1_SUR1		.33400912	.08448133	3.954	.0001
1_INT1		.30579781	.09135407	3.347	.0008
1_COU1		.72310857	.08456276	8.551	.0000
1_SEX1		.57675935	.15356745	3.756	.0002
1_AGE1		-.24575270	.04674951	-5.257	.0000
1_DIP1		.16513357	.04791538	3.446	.0006
1_SAL1		.13248352	.05433716	2.438	.0148
A_2		-4.89348804	.74804336	-6.542	.0000
2_ATT2		.71904422	.21069131	3.413	.0006
2_TRA2		.17142209	.07958475	2.154	.0312
2_TRA2		.17142209	.07958475	2.154	.0312
2_TRA2		.17142209	.07958475	2.154	.0312
2_DEC2		.78995981	.19968152	3.956	.0001
2_ETA2		-.74862720	.27881692	-2.685	.0073
2_VEG2		.36542563	.17102866	2.137	.0326
2_OKP2		.12965071	.07286032	1.779	.0752
2_SUR2		.40326427	.08577177	4.702	.0000
2_INT2		.21154185	.09203357	2.299	.0215
2_COU2		.59814864	.08516354	7.024	.0000
2_SEX2		.53991290	.15546770	3.473	.0005
2_AGE2		-.30699643	.04752233	-6.460	.0000
2_DIP2		.13006227	.04865785	2.673	.0075
2_SAL2		.13697406	.05503858	2.489	.0128